

RAPPORT ANNUEL 2020

Lutter contre la fatalité de l'exclusion virus ou pas virus



FONDATION DE NICE

Patronage Saint-Pierre Actes

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE



www.fondationdenice.org

Remerciements aux contributeurs

Élaboration des contenus

- **Caroline Poggi-Maudet**
Directrice générale
- **Jean-Luc Doglio**
Directeur administratif et financier
- **Carole Famelart**
Directrice de l'immobilier
- **Stéphanie Tavernier**
Directrice des ressources humaines
- **Pierrette Cazalère-Jouan**
Directrice secteur Enfance-Jeunesse-Familles
- **Jean-David Escanes**
Directeur secteur Accompagnement social et médico-social
- **Damien Francheteau**
Directeur secteur Accès à l'emploi

Relecture attentive

- **Moufida Bouzazi**
Assistante de direction générale
-

Édito

Si pour certains 2020 fut une année d'activité entre parenthèses avec la crise sanitaire,

l'action de la Fondation ne s'exerça jamais en pointillé.

Les regards croisés qui suivent sont le témoignage **de la diversité des personnes accompagnées** et de leur réalité en période de la Covid-19.

Pour beaucoup le temps ne s'est pas arrêté et

leur situation s'est améliorée

malgré le contexte de paralysie et de peur.

Merci aux équipes de la Fondation d'avoir tenu bon

du premier au dernier jour de cette année

si spéciale, pour que l'action de solidarité que nous portons ne connaisse pas de pause.



Caroline Poggi-Maudet
Directrice générale

Propos recueillis par
Philippe Morin
Jean-Luc Prades
Carole Zaini

Merci à l'Adrap – Association de recherche et d'action psychologique – d'avoir contribué à l'élaboration de notre rapport d'activité en réalisant cet éditto dont le but est de donner la parole aux personnes accompagnées en 2020, croisée avec le point de vue de la présidence et la direction générale.

Halte de nuit Bruno Dubouloz Entretien avec Jeannette Paule

Arrivée à la Halte de nuit fin novembre 2020 après avoir connu la rue pendant plusieurs semaines. Elle raconte :

« Je travaillais à A. (entreprise de location de logements) et j'ai perdu mon emploi à cause de la Covid, puis mon logement et je n'avais plus les moyens d'en louer un. J'ai d'abord été hébergée par des amis, ensuite j'ai passé mes nuits dans des escaliers d'immeubles sans dormir. J'ai été à des maraudes. On m'a dit de téléphoner au 115. J'ai été dirigée vers la Halte de nuit. »

Elle continue : « J'ai été soulagée car, pour avancer, il faut un minimum : il faut être propre, dormir, se sentir bien... Autrement,

on ne peut pas trouver de travail. Quand je suis arrivée (je crois que c'était la deuxième vague) nous étions coincés pendant trois jours

et là, j'ai fait connaissance, on avait à disposition un ordinateur, une télévision et la présence des accompagnateurs. Vraiment bien. Ce que je voulais, c'est un travail, c'est le début de tout. Mais ce n'est pas facile.

J'ai été un peu bénévole et puis maintenant, je travaille vingt et une heures par semaine dans un atelier ; ça fait du bien de

travailler ! Ce n'est pas suffisant, mais c'est un bon début et je me sens bien ! »



Jeannette Paule
accompagnée à la
Halte de nuit

Maison d'enfants à caractère social (Mecs) La Guitare Entretien avec Joachim Godde

« Je suis arrivé ici fin octobre 2019. Je venais d'une famille d'accueil où ça n'allait pas du tout. J'étais en internat pendant la semaine. Avec la Covid-19 et le premier confinement, ça m'a permis de connaître tout le monde. Au début, c'était un peu "galère",

on n'avait pas de cours. On était enfermés dans la chambre. Mais il y a le jardin où on peut jouer au foot et faire plein de choses ; on a de bonnes relations, il y a de l'écoute (par rapport à ce que j'ai connu avant). Et puis, c'est central. Il y a de l'aide pour les devoirs

(maintenant, il y a même un étudiant qui va venir pour nous aider !). C'est une petite communauté, on est peu nombreux, huit la plupart du temps ; ça crée des liens... J'espère que ça va continuer comme ça ! »

Plateforme au service des jeunes Entretien avec Luis Haralambie



Luis Haralambie
accompagné
à la Plateforme au
service des jeunes

« Je suis arrivé à la plateforme fin 2018, après un an passé dans la rue où j'ai rencontré une femme qui m'a aidé et qui m'a accompagné à la plateforme, seul endroit où je peux aller – je suis Roumain et en France depuis l'âge de 7 ans – de familles d'accueil en foyers aide sociale à l'enfance ; et je n'ai toujours pas de papiers et sans papiers, on ne peut rien faire. Je n'ai pas beaucoup d'argent, alors je prends des amendes dans les transports en commun. Heureusement

qu'il y a la plateforme. Je n'ai plus de famille. Ici, on m'écoute ; je mange régulièrement ; je suis hébergé ; je peux me soigner (complémentaire santé), je vois une psychologue qui m'aide beaucoup et je suis aussi bénévole à l'épicerie sociale trois jours par semaine. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour que ma vie démarre mais je suis bloqué ; si j'arrive à avoir des papiers, plus rien ne va m'arrêter. »

Cap Entreprise Entretien avec Madame Cornée

Orientée vers Cap Entreprise par Pôle Emploi à partir de septembre 2020, Madame Cornée explique : « Je suis à la recherche d'un emploi après avoir travaillé durant de nombreuses années dans le secteur maritime, à l'international. Faire une recherche d'emploi lorsque l'on est en période de transformation de genre est éprouvant. Mon choix m'a amenée à un premier boulot, la recherche d'un travail. Heureusement, une organisation bien ficelée comme la Fondation de Nice m'a soutenue, aidée. J'ai modifié les paramètres de mon CV et réduit à une page mon parcours. J'ai pris le temps de me poser des questions tout en travaillant, en rencontrant de nouvelles personnes "en tant que moi" ! »

Elle poursuit : « Le début du confinement a été très dur. J'avais vraiment besoin de travailler. Alors, je me suis résolue à prendre ce que l'on m'a proposé ; de l'aide à la personne. Je n'aurais pas pu y penser sans Cap Entreprise. Ça fait maintenant six mois que j'ai commencé et les personnes m'acceptent enfin. Ce n'est pas dit que demain je ne quitte pas mon emploi pour (re)partir dans mon ancien métier. Mais cette fois-ci, je suis construite. J'ai traversé cette phase grâce à l'accompagnement des intervenants qui ont été présents pour moi physiquement à chaque fois que j'en avais besoin. Plus qu'un accompagnement vers l'emploi, c'est du soutien que j'ai trouvé. »



Madame Cornée
accompagnée à
Cap Entreprise

Service Migrants Entretien avec Angelina Assel et Barmurzayeva Nurmatova, sa fille servant d'interprète

Arrivées à Nice par autobus d'Azerbaïdjan en septembre 2018, mère enceinte et fille – accompagnées de trois autres enfants, ont été accueillies d'abord par Forum réfugiés avant d'être prises en charge par la Fondation de Nice et son service Migrants. La famille a demandé l'asile politique qu'elle a obtenu récemment. En 2019, la famille vivait à Tende : « C'était bien, on a rencontré des gens comme nous venant d'autres pays mais c'était un peu loin de tout. » Puis, la famille a été "rapatriée", à la suite de la tempête d'octobre 2020. Elle vit depuis à Carros.

« La Fondation de Nice, dit la mère, s'est occupée de tout. Pendant le confinement, par exemple, ils nous ont apporté à manger ; ils se sont occupés de notre statut et de tout ce dont on avait besoin. » À une question relative à ce qu'elle pourrait demander à la Fondation de Nice qui n'aurait pas encore été obtenu, la mère réfléchit et dit « ils ont tout donné ». Elle ajoute : « Ils ont tellement travaillé pour nous que, moi, maintenant, j'aimerais bien aider à mon tour. »



Angelina Assel
Barmurzayeva Nurmatova
et les enfants
accompagnés au service Migrants

Actes Ressources

Entretien avec Rosa Bardi



Rosa Bardi
accompagnée
à Actes Ressources

Après une période très usante dans une association comme aide à domicile, puis femme de ménage auprès de personnes âgées, elle a été déclarée en inaptitude.

« En 2020, la référente de la Fondation m'a obtenu un logement provisoire. Ensuite elle m'a proposé de refaire, en toute légalité, quelques heures de travail pour me remettre dans la vie professionnelle. [...] »

Après un entretien à la Plateforme emploi, j'ai travaillé à la ressource avec des contrats de trois mois, je suis restée un an et un mois. [...] J'ai appris à trier les objets et les livres, et tester, par exemple les fers à repasser. Ils étaient écolo, les encadrants m'ont appris à trier dans les conteneurs : électricité, câblage, cartons... »

Elle raconte la période Covid.

« Le confinement a été très dur. Ils ont mis des tables séparées, des flèches, avec des produits pour désinfecter. [...] J'ai terminé à la ressource le 28 janvier. Ils m'ont offert un beau cadre, tous ont signé, j'étais émue ! [...] A., ma référente, m'a trouvé un travail à l'école comme agent d'entretien. Je nettoie, je désinfecte. [...] Je suis très contente, les maîtresses et les Atsem disent que je travaille mieux que certaines. »

Pour l'avenir, « mon rêve serait d'apprendre l'anglais et à jouer de la guitare. [...] »

La patience paie toujours ! »

Flash Emploi

Entretien avec Margot Thuilliez

Margot Thuilliez, 25 ans, a été orientée auprès de Flash Emploi dans le cadre du Rsa en janvier 2020.

Elle explique : « Après l'obtention de mon master en statistique, avec la crise de la Covid-19, j'ai rencontré de grandes difficultés pour trouver un premier emploi. J'ai été accueillie par Flash Emploi en octobre 2020. Avant cet accompagnement, j'étais isolée, seule dans ma recherche. Flash Emploi m'a proposé des rendez-vous et m'a orientée auprès de plusieurs dispositifs me permettant d'avoir un soutien quotidien. Je n'étais plus toute seule, j'avais un but, c'était agréable de savoir que je devais me lever tôt et que j'étais attendue. Quand on recherche un emploi, on

perd confiance en soi. Et quand on postule et qu'on n'a pas de réponse, on ne comprend pas le problème et ni pourquoi. C'est là que Flash Emploi m'a beaucoup aidée !

Aujourd'hui, je suis en Cdd de 3 ans. J'ai commencé le 1^{er} avril au Département comme analyste de données. C'est exactement ce que je voulais faire, c'est mon emploi rêvé ! Pour 2021, je souhaite passer ma période d'essai avec succès et continuer mon travail. J'aimerais aussi ne plus être en télétravail quatre jours par semaine car prendre un poste en télétravail c'est un peu bizarre même si j'ai des liens par Teams avec mon équipe. Flash Emploi a été un gros "plus" dans ma réussite ; il m'a permis de m'épanouir. »

Conseil d'administration et direction générale

Entretien collectif avec Marie-Dominique Saillet (MDS), présidente
Caroline Poggi-Maudet (CPM), directrice générale et Louis-Xavier Michel (LXM), vice-président

Points de vue sur une année si spéciale

L'année 2020 « a été très compliquée à cause de la Covid-19, mais aussi très stimulante pour garantir la sécurité des personnels et absolument continuer nos missions. La vulnérabilité collective est devenue encore plus prégnante pour les personnes accompagnées. Ne pas s'être arrêté à cause de la situation sanitaire est une grande fierté (MDS). »

Ce qu'a révélé cette crise : « On s'est sentis un peu abandonnés par les pouvoirs publics et nos financeurs, qui étaient comme tétanisés. »

Chacun se débrouillait pour trouver du gel et des masques, dont 10 000 découverts dans notre réserve. Ça a apporté créativité, débrouillardise et solidarité de tous (CPM). La crise a fait apparaître une sorte d'humanité (MDS). On ne s'est pas posé la question d'avoir ou non le droit de faire. On revient à nos valeurs : on n'a pas eu à embaucher en intérim car le soir même où il a fallu assurer la Halte de nuit, deux directeurs sont allés faire l'accueil et la nuit. On avait tous la "trouille" sur le taux de mortalité. Cinquante salariés inoccupés à cause de la fermeture de leur service se sont portés volontaires pour des urgences (CPM). Ils ont pu se répartir du fait de la grande diversité de nos activités (LXM). Dès le début, on a centralisé les besoins au siège social : il y avait toujours quelqu'un pour redistribuer vers les usagers. Nous avons aussi rassuré au niveau ressources humaines : pour les parents devant garder leurs enfants, le salaire a été maintenu pour ne pas rajouter à l'anxiété. Une cellule de crise centralisait les infos et redescendait des communiqués très fréquents, évitant ainsi de perdre de l'énergie et de l'efficacité (CPM). »

« On a beaucoup travaillé ensemble avec d'autres partenaires, par exemple des maraudes inter-associatives. Les personnes sans domicile fixe, parfois, ne comprenaient pas ce qui se passait : il a fallu qu'on aille leur expliquer comment se protéger et où trouver à manger (MDS). Alors que notre pratique existante de l'aller-vers avait déjà permis d'équiper les travailleurs sociaux d'ordinateurs portables et de smartphones, la crise nous a fait faire un grand bond numérique avec le travail à distance et des achats d'équipements de visio (CPM). »

Concernant 2021, « nous demeurons dans la période Covid, bien qu'elle se soit institutionnalisée. L'aller-vers reste essentiel pour créer le lien avec l'usager (CPM). »

« Le nouveau poste de responsable de communication et de levée de fonds concrétise notre volonté de promouvoir et créer les actions pour mieux accompagner les personnes (MDS). »

Ainsi parmi les futures actions financées hors droit commun : un éducateur à embaucher à la ressource pour accueillir des jeunes ; une ludi-salle à la Maison de l'enfance ; une formation à des approches innovantes comme l'intelligence relationnelle ; un projet de bâti au jardin à Lou Pantai... »

« Le manque d'attractivité de nos métiers nous conduit à une réflexion pour intégrer des profils plus diversifiés. La nouvelle génération désire en particulier être plus associée aux décisions, tout en préservant sa vie personnelle (CPM). »



« Le conseil d'administration confirme l'ancrage territorial dans le département des Alpes-Maritimes, sachant que 90% de nos activités sont sur Nice (MDS). »

« Nous continuerons d'aider ponctuellement chaque année une dizaine de petites associations, telles que Trisomie 21, Curieux de Nature dans la vallée de la Roya, Les Anges de la Baie... (LXM). Notre indépendance financière permet à la fois une assise solide dans l'immobilier et des expérimentations renouvelées au plus près des besoins de nos publics (LXM). Les équipes "mobiles emploi" en sont un exemple (CPM). »

Le sommaire

Édito

04 Regards croisés

Fonctionnement

09 Qui sommes-nous ?
10 Les orientations stratégiques de la Fondation
12 Nos métiers
15 Organigramme
18 Évolutions majeures depuis 5 ans
20 Services et actions dans les Alpes-Maritimes
22 Hébergements dans les Alpes-Maritimes

Réalisations 2020

25 Témoignages des directeurs et directrice de secteur
26 Secteur 1
27 Secteur 2
28 Secteur 3
29 Typologie des publics accueillis
30 Siège social
31 Témoignages des directeur-riche-s du siège social
34 Cellule projets
36 Cellule écoute diversité
37 Cellule verte

Faits marquants 2020

38 Mars 2020, de la sidération à l'action
40 Gérer la crise sanitaire
42 Le coup dur – La tempête Alex
43 Regards de stagiaires

Préparer le futur

45 Expérimentations managériales

- Intelligence collective
- Élection sans candidat
- Charte du développement du pouvoir d'agir
- Gouvernance collaborative
- Réorganisation hiérarchique des secteurs

48 Nouveaux modes d'accompagnement

- Esper
- Guide des bonnes pratiques à l'usage d'habiter
- Visites apprenantes, modèles inspirants
- Transformation de l'offre à la Halte de nuit

Nouvelles actions

53 Insertion des réfugiés par l'emploi
54 Ambassadeurs éco-énergie
55 Lutte contre les sorties sèches de l'Ase
56 Service Entreprise +
57 L'action Coach

Réussites

59 L'équipe mobile de prévention des expulsions
60 En avant la "Zounzoun"
61 De la rue au logement
62 Un Chez-soi d'abord
62 Allocataires Rsa reconnus travailleurs handicapés
63 Renouveau et diversification des actions du secteur accès à l'emploi
64 Solidarité alimentaire... Cultiver son jardin au temps de la Covid-19
65 Permanences de l'épicerie Solid'Actes à l'ouest du département
65 Moyens supplémentaires pour les épiceries solidaires et Lou Pantai

Perspectives 2021

États financiers 2020

Activités de la Casab

Contacts

Remerciements

- Aux salariés
- Aux partenaires

Glossaire

Qui sommes-nous ?

Notre projet fondateur

- Lutter contre la pauvreté, la précarité, l'isolement
- Apporter un soutien et une écoute, protéger, favoriser l'autonomie

Nos valeurs

- Reconnaître la dignité incontestable de tout être humain
- Respecter les droits et reconnaître les capacités de la personne exclue
- Favoriser l'expression de la solidarité
- Lutter contre les discriminations

Notre vision

- Changer les représentations sur la pauvreté
- Expérimenter des pratiques et des actions sociales innovantes
- Mettre la personne en situation de choisir librement son chemin de vie

Notre ambition

- Développer le pouvoir d'action et de décision des personnes accompagnées

Notre territoire d'actions

- Département des Alpes-Maritimes

Les orientations stratégiques de la Fondation

1. Le développement du pouvoir d'agir (DPA) – Objectifs visés

- Renforcer le pouvoir d'action et de décision des personnes accompagnées, mineures et majeures, en vue de les rendre davantage actrices de leur parcours, autonomes et leur permettre d'influencer positivement le cours de leur vie
- Réinventer l'identité managériale de la Fondation en aménageant le système pyramidal actuel et mettre en œuvre l'évaluation à 360° c'est-à-dire travailler sur les compétences de chaque salarié en faisant intervenir toutes les parties prenantes qui ont un lien, direct ou indirect, en amont ou en aval, avec lui
- Favoriser des comportements responsables éco-citoyens pour les salariés comme pour les personnes accompagnées (consom'acteurs...)

2. L'innovation sociale – Objectifs visés

- Poursuivre et intensifier la fonction recherche et développement de la cellule projets pour continuer à innover dans les pratiques sociales et dans les actions à mener au profit des publics les plus vulnérables
- Rechercher des financements privés, des coopérations, des montages favorisant l'expérimentation, l'initiative dans le but de réduire toute forme de précarité
- Intégrer le numérique dans les pratiques professionnelles pour gagner en efficacité et en autonomie
- Attirer des bénévoles pour compléter et enrichir les interventions

Les réalisations 2020

1. Le développement du pouvoir d'agir (DPA)

- Réalisation de *world cafés* pour récolter de la matière sur le DPA en vue de créer un document référence pour définir collectivement ce qu'il est et ce qu'il n'est pas au sens de la Fondation
 - Création d'un comité de pilotage pour acculturer les services de la Fondation au travail pair et définir notre plan d'action pour le développer
 - Actions de formation sensibilisation de plusieurs services ayant embauché des travailleurs pairs
 - Démarrage de la supervision des travailleurs pairs en poste. Accompagnement par l'organisme de formation Working First
- Perspectives 2021**
- Diffuser et s'appropriier le référentiel sur le DPA
 - Développer dans tous les secteurs la fonction de travailleur pair comme expert du vécu, salarié à part entière, intervenant en complémentarité des travailleurs sociaux
 - Étudier l'opportunité de poursuivre l'évaluation à 360° au niveau des équipes éducatives et sociales
 - Accompagner l'évolution hiérarchique à partir des travaux du dernier trimestre 2020
 - Négocier un accord Qualité de Vie au Travail/Égalité Professionnelle intégrant l'aide à la mobilité douce (vélos de fonction...).
 - Poursuivre et intensifier la sensibilisation auprès des équipes et des jeunes confiés pour consommer une alimentation saine, en circuit court, basée sur des produits de saison, bio – projet de conserverie au MIN d'Azur...
 - Poursuivre la fourniture des bacs de tri intermédiaires et fournir les bacs finaux de tri
 - Poursuivre la sensibilisation au tri sélectif et aux économies d'énergie

2. L'innovation sociale

- Partenariat avec Toit en Tandem et Côte d'Azur Habitat pour favoriser la cohabitation intergénérationnelle, sélection du service Migrants sur un projet de colocation solidaire pour les réfugiés...
- Démarrage de l'épicerie solidaire itinérante dans les vallées, intensification de la collecte inter-associative au marché d'intérêt national (MIN d'Azur)
- Démarrage du labo Lou Pantai, expérimentation managériale basée sur les courants sociocratiques
- Rédaction d'un référentiel sur les visites à domicile et l'usage d'habiter pour harmoniser les pratiques
- Valorisation et diffusion des programmes développant les compétences psychosociales : Open Badges – icônes représentant les soft skills, compétences comportementales des personnes en recherche d'emploi – sur les CV et portfolio

Perspectives 2021

- Créer un poste de responsable communication et levée de fonds pour accroître notre notoriété et démultiplier notre capacité d'innovation
- Participer à l'essor du tiers lieu au 109 – Pôle de cultures contemporaines à Nice – en créant une plateforme collaborative de l'économie sociale et solidaire

Nos métiers

Afin de faire face à ces situations et proposer un accompagnement adapté aux publics accueillis, des compétences pluridisciplinaires et de l'engagement sont nécessaires.

...soit 44 métiers pour 382 collaboratrices et collaborateurs qui ont œuvré au service de ces jeunes, familles et adultes en 2020.

Un grand merci à tous !

44 métiers
pour 382 collaborateurs et collaboratrices
soit 365 équivalents temps plein



Administratrice ad hoc



Agent d'accueil



Agent de service hôtelier



Agent technique



Ambassadrice éco-énergie



Assistante de direction



Assistante de vente



Assistante ressources humaines



Assistante sociale



Chargé de projet



Chargé de vente



Chargée de mission



Chargée de mission hébergement



Cheffe de service



Comptable



Conseillère en économie sociale et familiale



Conseillère en insertion professionnelle



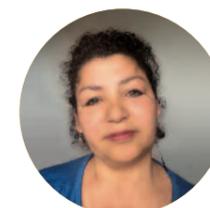
Coordinateur



Coordinatrice cellule projets



Cuisinier



Déléguée à la protection de données personnelles



Directrice



Éducateur scolaire



Éducateur technique



Éducatrice spécialisée



Encadrant technique



Ergothérapeute



Infirmière



Lingère



Maître de maison



Médecin



Moniteur d'atelier



Moniteur d'auto-école



Monitrice-éducatrice



Psychologue



Responsable d'activités



Responsable informatique



Secrétaire



Surveillant de nuit



Technicienne de l'intervention sociale et familiale



Technicienne paye



Travailleur pair



Travailleur socio-juridique



Volontaire en service civique



▲ DE GAUCHE À DROITE
Caroline Poggi-Maudet
directrice générale
Louis-Xavier Michel
vice-président
Marie-Dominique Saillet
présidente

Organigramme

au 31 mai 2021

Le développement continu de la Fondation s'accompagne
d'un renforcement de son équipe de direction,
réorganisée depuis février 2020
en domaines d'activités stratégiques
dans les secteurs.

Plus de quarante cadres animent les équipes avec l'objectif
d'un fonctionnement plus horizontal basé
sur l'intelligence collective.

C'est ce qu'ambitionne de représenter cet organigramme en
cercles tous indépendants.

Les évolutions majeures depuis 5 ans

Un indicateur est un outil d'évaluation et d'aide à la décision, un marqueur. Il doit nous renseigner sur notre évolution, susciter des analyses. Un indicateur efficace doit être fiable, simple, pertinent et doit refléter les variations de ce qu'il est censé mesurer.

Nous avons défini cinq indicateurs que nous évaluons au fil des ans pour mieux comprendre notre évolution. Que nous disent-ils ?

La Fondation se développe vite et sur tous les fronts depuis 5 ans

59%

59% d'augmentation en ce qui concerne les personnes accompagnées en 5 ans

51%

Locations d'appartements en augmentation de 51% en 5 ans

32%

Recrutements en augmentation de 32% en 5 ans soit 92 collaborateur.rice.s supplémentaires

30%

30% d'augmentation des services et actions soit 6 services et actions supplémentaires en 5 ans

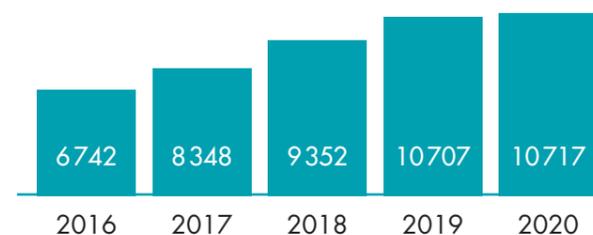
26%

26% d'augmentation de budget soit plus de 5 millions d'euros en 5 ans

Variations 2020 par rapport à 2019

- En 2020, les variations les plus importantes concernent la captation de logements : **+16% avec 53 de plus**
- Notre budget global est aussi en progression de **11%**
- Et le nombre de collaborateur.rice.s : **+7% soit 29 équivalents temps plein de plus**

Nombre de personnes accompagnées



Nombre de logements

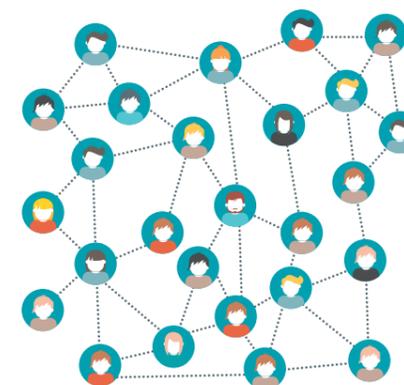


Nombre de collaborateur.rice.s / Équivalents temps plein



* Équivalents temps plein

Nombre de services et actions



Budget



Les services et actions dans les Alpes-Maritimes

Siège social

1 – NICE GIOFFREDO

- Présidence
- Commission d'aide et de soutien aux associations de bénévoles

2 – NICE CASA-VECCHIA

- Directrice générale
- Directrice des ressources humaines
- Directeur administratif et financier
- Directrice de l'immobilier
- Cellule verte
- Cellule écoute diversité
- Cellule projets



Secteur 1 – Accompagnement social et médico-social

1 NICE – PAUL-MONTEL

- Directeur du secteur
- Responsables d'activités
- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (Chrs)
- Service Migrants

2 NICE – TZARÉWITCH

- Appartements de coordination thérapeutique et Act à domicile (Act/Actad)

3 NICE – OLIVETTO

- Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa)

4 NICE – VIRGILE-BAREL

- Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud)
- Retour à l'emploi progressif et insertion sociale avec les entreprises solidaires (Reprises)

5 NICE – BALATCHANO

- Halte de nuit Bruno Dubouloz
- Accompagnement social lié au logement
- Service prévention des expulsions



Secteur 2 – Accès à l'emploi

1 – MENTON

- Cap Entreprise

2 – NICE

- Directeur du secteur
- Cap Entreprise Mellarède
- Cap Entreprise Porte de France
- Flash Emploi
- Centre de préorientation Paul-Montel
- Auto-école sociale
- Actes Ressources, atelier et boutique
- Plateforme emploi
- Équipe mobile emploi
- Éco-énergie

3 – SAINT-LAURENT-DU-VAR

- Cap Entreprise
- Flash Emploi

4 – ANTIBES

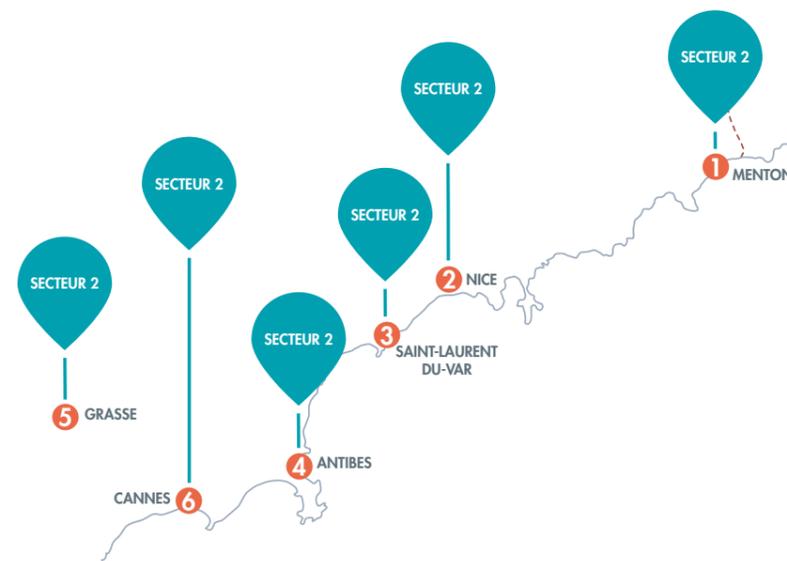
- Cap Entreprise

5 – GRASSE

- Cap Entreprise

6 – CANNES

- Cap Entreprise
- Flash Emploi
- Appui intensif emploi
- Redynamisation seniors



Secteur 3 – Enfance-Jeunesse-Familles

1 NICE – LA TRINITÉ

- Directrice du secteur
- Maison de l'enfance
- Placement à domicile (Pad)
- Lieu Ressources

2 NICE – COLONEL-GASSIN

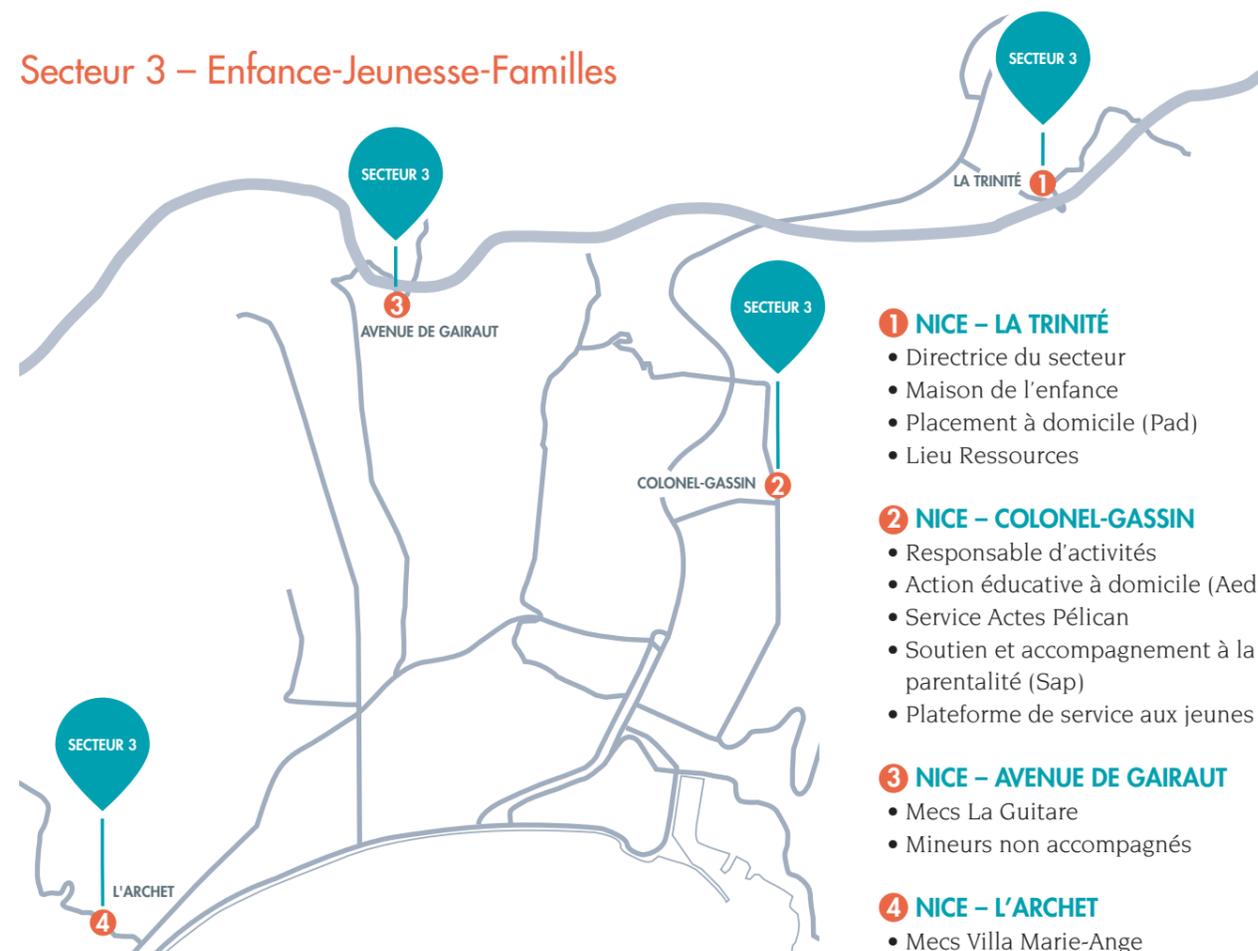
- Responsable d'activités
- Action éducative à domicile (Aed)
- Service Actes Pélican
- Soutien et accompagnement à la parentalité (Sap)
- Plateforme de service aux jeunes

3 NICE – AVENUE DE GAIRAUT

- Mecs La Guitare
- Mineurs non accompagnés

4 NICE – L'ARCHET

- Mecs Villa Marie-Ange



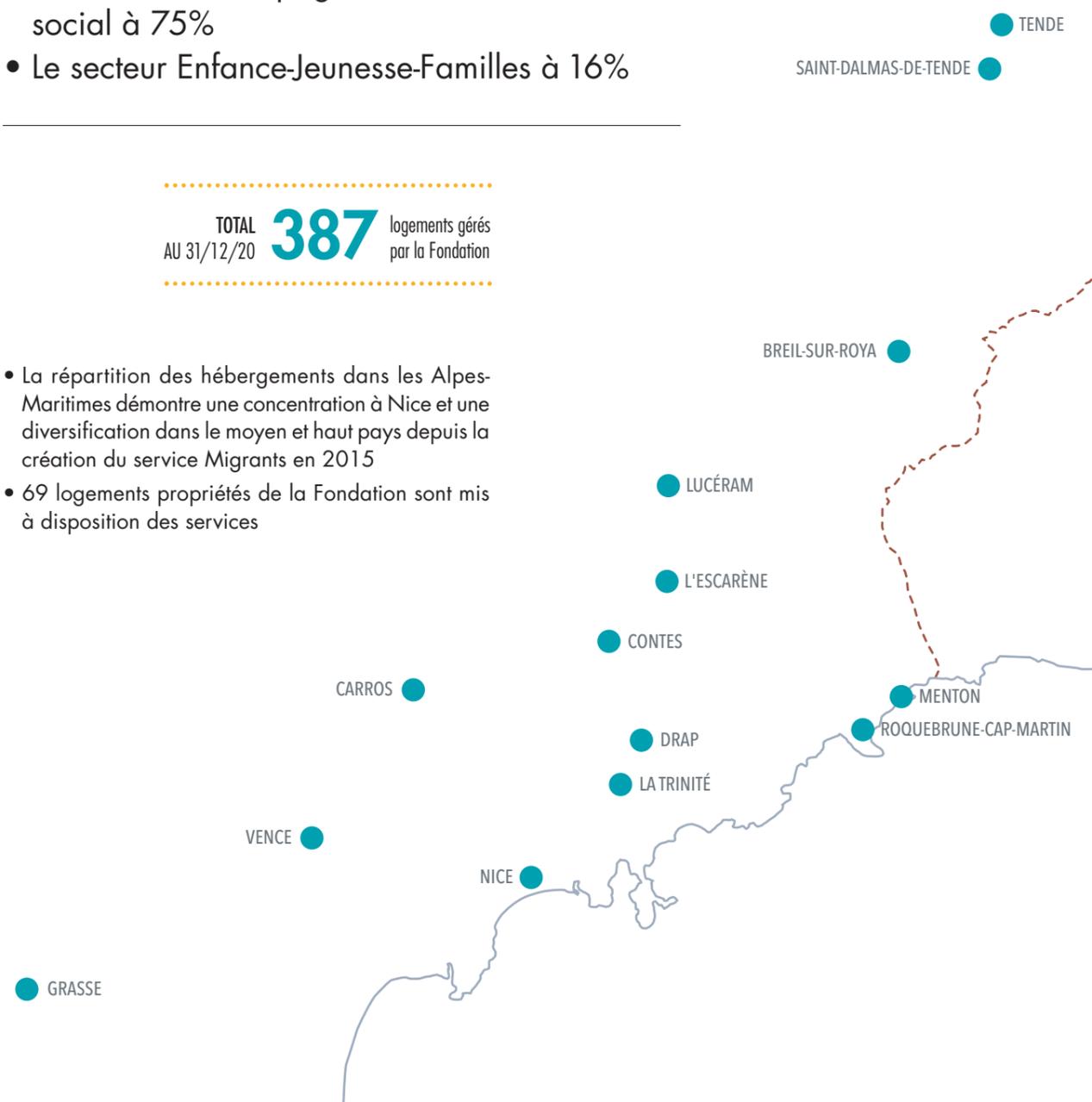
Les hébergements dans les Alpes-Maritimes

Les 387 logements gérés par la Fondation de Nice se répartissent entre

- Le secteur Accompagnement social et médico-social à 75%
- Le secteur Enfance-Jeunesse-Familles à 16%

TOTAL **387** logements gérés par la Fondation AU 31/12/20

- La répartition des hébergements dans les Alpes-Maritimes démontre une concentration à Nice et une diversification dans le moyen et haut pays depuis la création du service Migrants en 2015
- 69 logements propriétés de la Fondation sont mis à disposition des services



SECTEUR 1 TOTAL **290** logements

soit par services du secteur 1
Accompagnement social et médico-social

Centre d'hébergement et de réinsertion sociale **128** Menton – Nice Roquebrune-Cap-Martin

Service Migrants **109** Nice – Breil-sur-Roya Carros – Contes Drap – Grasse – L'Escarène – Lucéram Saint-Dalmas-de-Tende – Tende – Vence

Appartements de coordination thérapeutique **36** Nice

Service pénitentiaire d'insertion et de probation **8** Nice

Intermédiation locative **9** Nice

SECTEUR 3 TOTAL **62** logements

soit par services du secteur 3
Enfance-Jeunesse-Familles

Mineurs non accompagnés **24** Nice

Internats **14** Nice

Plateforme de service aux jeunes **24** Nice

Un Chez-soi d'abord **35*** Nice
* Gérés par le Gcsms (groupement de coopération sociale et médico-sociale)



GCSMS UN CHEZ-SOI D'ABORD
Fondation de Nice / Isatis
Centre hospitalier Sainte-Marie
Delphine Crépin
Directrice



Les réalisations 2020

La diversité des actions de la Fondation est
sa richesse mais aussi sa complexité.

Chaque direction de secteur, que ce soit
de l'aide aux plus vulnérables,
l'emploi d'abord
ou la protection de l'enfance,
présente ici
les faits marquants de son année 2020.

Évoquer 2020, c'est inévitablement parler de la Covid et de la crise sanitaire dans laquelle nous sommes plongés depuis mars 2020.

Le secteur Accompagnement social et médico-social agit en direction des personnes vulnérables, qui l'ont de fait été encore davantage en cette période.

Ce qu'il me semble important de mettre en avant ici, c'est la réaction immédiate de toutes les équipes du secteur pour y faire face, impliquées, innovant des solutions pour continuer à venir en aide aux personnes accompagnées.

Difficile d'être exhaustif devant l'ensemble des actions menées. Je citerais pêle-mêle : le maintien des admissions et un taux de sortie vers le logement exceptionnel au Chrs au regard du contexte, le lancement de l'épicerie solidaire au service Migrants, la mise en place de maraudes conjointes 7jours/7 par les Act et le Caarud et ce dès le début du premier confinement, le maintien et l'adaptation au long cours de l'accueil à la Halle de nuit...

Cette année 2020 aura vu également le développement du service de prévention des expulsions sur un modèle d'intervention reposant sur des principes de "l'aller-vers", de pluridisciplinarité et en multiréférence. Ce modèle – dont l'efficacité est "remontée" jusqu'au Ministère – a servi de base à l'établissement d'un dispositif essaimé dans vingt-six départements en France depuis le début de l'année.

Toutes ces actions s'inscrivent dans les valeurs historiques du projet de la Fondation qui doit, toutes et tous, continuer d'être notre repère et ce, quel que soit le contexte.

Je souhaite donc ici remercier l'ensemble des salariés du secteur pour leur implication car c'est dans des périodes comme celle que nous traversons que le travail social prend toute son importance.

Jean-David Escanes
Directeur du secteur 1



2020 une année à oublier
Après s'être confinés
On a pu se retrouver
Tout en restant distancés

2020 une année sans contact
À compter les cas contacts
Pour éviter trop d'impacts
Sur l'ensemble de nos actes

2020 une année de défi
Pour soutenir notre philosophie
Au milieu d'une économie
Moribonde et ralentie

2020 une année d'innovation
Quand d'organisation en réorganisation
Toutes et tous sans exception
Ont trouvé des solutions

2020 une année difficile pour l'emploi
Où malgré quelques désarrois
Le secteur accès à l'emploi
A poursuivi sur sa voie

Saluons 2021
Et souhaitons pour demain
Avec ou sans vaccin
Des emplois à temps plein

Damien Francheteau
Directeur du secteur 2



JANVIER

L'occasion de fêter les 20 ans d'engagement de l'équipe d'Actes-Pélican avec ses fidèles partenaires, avocats, magistrats, service pénitentiaire d'insertion et de probation, l'aide sociale à l'enfance.

FÉVRIER

Le rêve durant deux années est devenu une réalité avec l'inauguration de la salle Zounzoun de la Villa Marie-Ange : le hangar transformé en une magnifique salle polyvalente.

MARS

Évalués par leur N+1, leurs collaborateurs, leurs pairs et des partenaires extérieurs, les dix cadres du secteur ont procédé à la restitution de leur évaluation 360°, en présence de leurs équipes et pairs.

MI-MARS/AVRIL/MAI

se sont distingués avec l'apparition de la

Covid-19 et toutes les équipes se sont adaptées d'une façon remarquable pour continuer à assurer leurs missions auprès des enfants et des jeunes confiés.

JUIN

Afin de prévenir les sorties sèches des jeunes et financée dans le cadre du plan pauvreté et de l'aide sociale de l'enfance, la plateforme au service des jeunes a lancé une expérimentation avec une action nouvelle destinée à renforcer l'accompagnement socio-professionnel de trente jeunes âgés de 16 à 18 ans et hébergés dans des foyers ou des familles.

JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE
ont été des mois de reprise d'activités de loisirs, de transferts et de la scolarité.

OCTOBRE

Une formation "animation en intelligence

collective et prise de parole" a rassemblé les dix cadres du secteur les 13 et 14 octobre. Ces méthodes, en particulier

l'animation des réunions en cercle, devraient permettre à chacun des participants à communiquer ces outils à leurs équipes.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE

ont signifié la reprise des confinements, le renforcement des contraintes sanitaires. Des cas Covid et un cluster dans un de nos établissements ont profondément marqué les équipes qui les ont gérés de façon collective et exemplaire.

Pierrette Cazalère-Jouan
Directrice du secteur 3



Secteur 1

Accompagnement social et médico-social

Ce secteur se consacre aux publics les plus vulnérables et à la lutte contre la grande pauvreté. 290 logements ont été supports de ces activités de mise à l'abri, d'hébergement, d'accompagnement social global vers un logement autonome.

Les activités

Les activités santé et addictions

- Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (Caarud) comprenant l'action Retour à l'emploi progressif et insertion sociale avec les entreprises solidaires (Reprises)
- Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa)
- Appartements de coordination thérapeutique (Act) et Act à domicile: hébergement individuel assurant une prise en charge à travers une coordination médicale, psychologique...

Les activités asile et insertion

Pour l'asile

- Centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada)
- Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile pérenne et non pérenne (Huda/Hudap)

Pour l'insertion

- Plateforme réfugiés
- Programme de réinstallation en partenariat avec l'association Entraide Pierre Valdo
- Programme de cohabitations solidaires
- Projet d'accompagnement vers l'intégration
- Plan d'investissement dans les compétences (PIC) pour les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI)
- Épicerie itinérante et jardin Lou Pantai

Les activités hébergement et logement

- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (Chrs)
- Accompagnement social lié au logement (Asll)
- Prévention des expulsions locatives
- La Halte de nuit Bruno Dubouloz : dispositif saisonnier de mise à l'abri ouvert d'octobre à mai

Les publics

- Couples avec ou sans enfants, adultes et jeunes isolés, familles monoparentales cumulant d'importantes difficultés sociales
- Personnes en situation de handicap
- Personnes sans domicile stable (mise à l'abri hivernale avec possibilité d'accueil des animaux de compagnie)
- Personnes atteintes du Vih, maladies invalidantes...
- Usagers de drogues et toutes formes d'addiction
- Demandeurs d'asile
- Réfugié.e.s
- Personnes placées sous main de justice

3696
personnes accompagnées

1 directeur

3 responsables d'activités

4 chef.fe.s de service

4 coordinateur.rice.s

102 salarié.e.s

11,1 millions d'euros



Cette action est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national "Emploi et Inclusion" 2014-2020.

Secteur 2

Accès à l'emploi

Ce secteur repose sur le principe selon lequel la reprise d'une activité représente le meilleur moyen d'accéder à l'autonomie. Il part du postulat que toute personne qui le souhaite peut travailler. Il intervient dans tout le département des Alpes-Maritimes de Grasse à Menton.

Les établissements et services

- Atelier d'adaptation à la vie active (Aava) et Atelier chantier d'insertion : mise en situation de travail à travers une activité de rénovation, fabrication, transformation de meubles et vente à la ressourcerie Actes Ressources
- Cap Entreprise, accès à l'emploi direct pour les allocataires du Rsa à partir d'une méthode de médiation active IOD – Intervention sur les offres et les demandes – créée par l'association Transfer (Bordeaux)
- Service Entreprise + : intégré à Cap Entreprise propose un soutien RH étoffé aux entreprises du territoire des Alpes-Maritimes (groupe de travail thématique, diagnostique RH...)
- Flash Emploi, référence unique des nouveaux entrants dans le dispositif Rsa avec un rendez-vous hebdomadaire
- Appui intensif emploi (Aie) : accompagne les bénéficiaires du Rsa dans le dispositif depuis plus de six mois, par session de quatre semaines à temps plein
- Accompagnement des personnes incarcérées en partenariat avec l'association Reflets
- Redynamisation séniors : accompagne à l'emploi des bénéficiaires du Rsa de plus de 50 ans sur une période de six mois, en s'appuyant sur leur expérience du travail
- Centre de pré-orientation : accompagnement dans le choix d'un projet professionnel adapté des personnes reconnues travailleurs handicapés
- Auto-école sociale : forme et prépare aux examens du code de la route et du permis de conduire à partir d'une pédagogie individualisée. Propose également une formation post-permis dans le cadre de la réduction des risques professionnels

- Plateforme emploi : assure l'accompagnement à l'emploi, dès leur entrée, des personnes accueillies au Chrs et à l'Aava, ainsi que des salarié.e.s du chantier d'insertion et de l'entreprise d'insertion, modèle "l'emploi d'abord"
- Entreprise d'insertion : mise en situation de travail à travers une activité de rénovation second œuvre
- Mise à disposition de scooters et vélos électriques pour les bénéficiaires du Rsa qui reprennent une activité
- Expérimentation "Équipe mobile" : en partenariat avec le Plie Nice Côte d'Azur, elle va à la rencontre des personnes qui ne sont pas accompagnées par les institutions, sur le modèle de "l'aller vers"
- Éco-énergie : lutte contre la précarité énergétique par la réalisation de diagnostics sociotechniques, proposition d'équipement et de petits travaux en vue de réduire les consommations de fluide

Les publics

- Allocataires du Rsa sans emploi
- Jeunes majeur.e.s
- Chercheurs d'emploi éligibles à l'insertion par l'activité économique
- Personnes reconnues travailleurs handicapés
- Détenus à la maison d'arrêt de Nice
- Publics accompagnés au Chrs
- Participants du Plie Nice Côte d'Azur
- Personnes non accompagnées par les acteurs de l'insertion
- Ménages en situation ou risque de précarité énergétique

5855
personnes accompagnées

1 directeur

5 chef.fe.s de service

6 coordinateur.rice.s

121 salarié.e.s

5,4 millions d'euros

Secteur 3 Enfance-Jeunesse-Familles

Ce secteur rassemble des maisons d'enfants à caractère social et des services en milieu ouvert dans le champ de la protection de l'enfance. Il apporte un soutien matériel, éducatif et psychologique aux enfants et adolescent·e·s accueilli·e·s en collaboration si possible avec leur famille. Il accompagne aussi des jeunes en errance de 16 à 25 ans.

Les établissements et services

- Action éducative à domicile (Aed) : mesure éducative administrative qui intervient auprès de l'enfant et de la famille afin de rétablir les liens familiaux et de redéfinir les rôles parentaux pour les familles rencontrant des difficultés avec leurs enfants mineurs.
- Pélican : administrateurs ad hoc représentant les intérêts en justice de mineur·e·s victimes
- Soutien et accompagnement à la parentalité (Sap) : maintien du lien enfants-parents détenus
- La Maison de l'enfance – maison d'enfants à caractère social (Mecs) de La Trinité :
 - Internat mixte de vingt places pour les enfants âgés de 6 à 13 ans
 - Placement à domicile (Pad) : soutien éducatif et accompagnement des familles à domicile pour trente enfants de 6 à 18 ans
 - Le Lieu-ressources – transversal à tous les services du secteur, accompagne des enfants de 6 à 18 ans et des jeunes déscolarisés ou en décrochage scolaire
- La plateforme au service des jeunes assure la mise à l'abri en hébergement temporaire avec 24 appartements et un accompagnement sur mesure visant l'insertion sociale et professionnelle de cent jeunes (16 à 25 ans)
- Deux maisons d'enfants à caractère social accueillent des adolescent·e·s et jeunes majeur·e·s (14 à 21 ans) – La Guitare et la Villa Marie-Ange. Quatorze appartements dans le diffus pour développer l'autonomie de ces jeunes (16 à 21 ans)
- Dispositif "Diffus mineurs non accompagnés/La Guitare" : la prise en charge et accompagnement de 48 mineurs non accompagnés dans 24 appartements dans le diffus à Nice
- En 2020, financée dans le cadre du plan pauvreté et par le Département, afin de prévenir les sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance, l'expérimentation de l'accompagnement socio-professionnel de 30 jeunes de 16 à 18 ans a été mise en œuvre

Les publics

- Mineur·e·s et jeunes majeur·e·s placé·e·s au titre de la protection de l'enfance
- Mineur·e·s victimes représenté·e·s dans les procédures judiciaires
- Mineur·e·s non accompagné·e·s
- Jeunes en errance
- Familles
- Parents incarcérés

1160
mineur.e.s, majeur.e.s et familles accompagnés.e.s

1 directrice

2 responsables d'activités

5 chef.fe.s de service

3 coordinatrices

134 salarié.e.s

7,2 millions d'euros

Typologie des publics accueillis

Les treize types d'accompagnement dans la Fondation témoignent de la diversité et de la pluridisciplinarité des formes d'intervention.

- Accueil individuel ponctuel ou collectif
- Diagnostic avant orientation ou accompagnement social global
- Mise à l'abri saisonnière, hébergement, accès au logement
- Diagnostic énergétique de son logement
- Représentation en justice
- Cours de code, de conduite
- Accompagnement à la recherche d'emploi
- Conseil dans l'usage d'habiter
- Activité agricole, ateliers nutrition, animations autour de l'éducation à l'environnement

Les treize types d'accompagnement

- Accompagnement social sans hébergement visant à favoriser l'autonomie de la personne en terme d'accès au logement, aux soins, aux droits et de prévention des expulsions locatives
- Représentation en justice et accompagnement des mineur.e.s victimes (administrateurs ad hoc)
- Aide éducative à domicile (Aed)
- Soutien et accompagnement à la parentalité (Sap)
- Orientation et insertion professionnelles : Aava, chantier d'insertion, entreprise d'insertion, Cap Entreprise, bilan en maison d'arrêt, centre de préorientation, Plie, auto-école sociale, Flash Emploi, Appui intensif emploi, Redynamisation seniors, Plateforme emploi, Équipe mobile emploi
- Lutte contre la précarité énergétique, diagnostic à domicile et information sur les éco-gestes
- Accompagnement médico-social de publics spécifiques par une équipe pluridisciplinaire : Caarud, Csapa, Act, Reprises
- Hébergement et accompagnement éducatif global de mineur.e.s et jeunes majeur.e.s : internats, mineurs non accompagnés (Mna), plateforme de service aux jeunes
- Hébergement et accompagnement social global de majeur.e.s : Chrs, Asll, service Migrants, prévention des expulsions, plateforme réfugiés
- Mise à l'abri, hébergement temporaire / Halte de nuit Bruno Dubouloz
- Accueil, accompagnement, hébergement des demandeurs d'asile tout au long de la procédure (Huda, Cada...)
- Maraudes Caarud
- Logement alternatif : cohabitation solidaire, cohabitation intergénérationnelle

Les publics

Les publics sont aussi divers que les formes d'accompagnement même s'ils ont en commun le fait d'être marginalisés, exclus, en difficulté d'insertion.

- Allocataires du Rsa, demandeurs d'emploi et autres minima sociaux
- Détenus
- Personnes sans domicile fixe, sans domicile stable
- Demandeurs d'asile
- Réfugié.e.s
- Mineur.e.s et jeunes majeur.e.s placé.e.s au titre de l'aide sociale à l'enfance (Ase) ou représenté.e.s en justice
- Mineurs non accompagnés
- Familles, familles monoparentales, personnes isolées sans hébergement
- Usagers de drogues, personnes sous addictions
- Personnes en situation de handicap
- Jeunes majeur.e.s

Le siège social

Les personnels du siège social sont répartis en services à la fois
distincts dans leurs attributions
et complémentaires dans leurs objectifs.

Experts chacun dans leur domaine – direction générale, ressources humaines, finances, immobilier – ils interviennent

en appui-conseil des services
 mais assurent aussi
une mission de contrôle
 concernant le respect des procédures règlementaires.

Ils ont été aussi beaucoup bousculés par une année chargée en urgence administrative et se sont
adaptés aux changements incessants.

Ils ont joué à plein leur rôle de fonction support des actions opérationnelles et ont contribué
au maintien de l'activité.

Témoignages des directrices et du directeur du siège social

Le 1^{er} janvier 2020 avait lieu l'installation de l'ensemble des comptables au siège social, et au cours de l'année devait se mettre en place une nouvelle organisation et de nouveaux outils. Comme ailleurs, la crise sanitaire n'a pas permis de mener à bien ce développement.

Pourtant, malgré la dispersion de l'équipe – entre présence et télétravail – et l'augmentation des domaines de compétence, **une cohésion s'est constituée** afin d'assurer la mission "support" de la direction administrative et financière.

Je remercie les comptables et informaticiens d'avoir permis à cette base arrière de fonctionner, certes en "mode dégradé", en tension, mais **sans rupture**.

Passées les premières semaines de confinement très incertaines, les versements des dotations et subventions ont permis de **disposer des moyens économiques suffisants** à l'activité.

De **nouvelles procédures et supports** ont été déployés : avances financières supplémentaires exécutées par virements, utilisation accrue des tickets services, envoi des documents dématérialisés...

La prise en charge de la gestion du matériel de protection a été assurée pour un volume d'achat de 51 K€, dont 84 000 masques fournis en 2020 ;

116 ordinateurs portables – matériel devenu rare sur le marché mais indispensable en cette période – pour une valeur de 135 K€ ; 180 liaisons Vpn (Virtual Private Network) ou réseau privé virtuel ont été mis à disposition des collègues.

La situation de crise a clairement mis à jour notre **capacité d'adaptation et d'innovation**. Cette expérience peut inspirer l'orientation de notre future organisation.

Jean-Luc Doglio
 Directeur administratif et financier



Témoigner de l'activité en 2020 de la direction des ressources humaines c'est à la fois évoquer la **gestion de la crise sanitaire** et parler des thématiques transversales qui ont continué à être déclinées "**quoi qu'il en coûte**".

Pour illustrer la charge de travail exceptionnelle de 2020 assumée par une équipe RH plus solidaire que jamais, en mode "machine de guerre", quelques chiffres suffisent : 468 salariés différents, 80 stagiaires, 432 contrats de travail et avenants, 4835 fiches de paye, 429 arrêts de travail... soit par rapport à l'année 2019, une augmentation de l'activité d'environ 9%.

L'accumulation des urgences à gérer et la superposition des textes réglementaires ont obligé ce service dédié aux personnels de notre Fondation à faire preuve d'une **grande adaptabilité**, à différer des dossiers pour pouvoir en mener à bien d'autres extrêmement variés et pour la plupart inédits : arrêts de travail spécifiques Covid, chômage partiel, prime Covid et prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (Pepa), réunions du comité social et économique (Cse) extraordinaires, protocoles sanitaires et plans de continuité d'activité, télétravail, ouverture de la Halte de nuit élargie, plan de relance du gouvernement (aides pour l'embauche des jeunes...), revalorisation de la prime de sujétion des salariés non-cadres avec effet rétroactif, formations collectives et individuelles, changement d'organisme de prévoyance, renégociation du contrat mutuelle...

2020 c'est aussi la mise en action de la **nouvelle réorganisation hiérarchique** de la Fondation, les premières actions du comité de pilotage **Qualité de Vie au Travail et Égalité Professionnelle** et bien d'autres thématiques RH aussi riches que motivantes que j'espère pouvoir vous présenter en 2021 à visage découvert !

Stéphanie Tavernier
 Directrice des ressources humaines



Cette année 2020 a vu **naître la direction de l'immobilier intégrant le volet technique**. Cette nouvelle organisation est réussie grâce à l'**ouverture et la confiance de l'équipe**.

Notre **parc de logements a continué d'évoluer** entre résiliations et nouvelles prises à bail, incluant la valse des équipements, le suivi des mouvements des personnes accompagnées dans nos hébergements, les interventions techniques, les gros travaux, le suivi de la sécurité des établissements, la gestion de notre patrimoine, le suivi des charges... Toutes ces actions sont souvent invisibles mais fondamentales et nécessitent pour la plupart de nombreux déplacements.

Je tiens donc à saluer l'**implication, la solidarité** et le **professionnalisme** de chacun des membres de l'équipe qui dans l'ombre, a continué de remplir ses missions sans "trou d'air", dans l'intérêt de nos publics, malgré une année 2020, inédite ; prouvant ainsi la **solidité de notre organisation**.

Cette année a également permis la mise en place d'une **collaboration riche et efficace** avec le groupement **Un Chez-soi d'abord** et notamment la mise en place d'un **logiciel de gestion locative adaptée**. Cette action nous permet de mieux appréhender le développement du pouvoir d'agir et la multi-référence.

Le numérique s'est également invité pour la **gestion des dossiers techniques, du suivi des interventions et chantiers au pilotage de la sécurité et maintenance** de nos établissements.

Un bilan qui procure envie et enthousiasme pour ouvrir 2021 !

Carole Famelart
 Directrice de l'immobilier



Direction générale

Elle coordonne le siège social.

Mandatée par le conseil d'administration elle garantit la mise en œuvre du projet associatif, conformément aux valeurs fondatrices.

Il s'agit de conduire la stratégie qui permettra d'anticiper les évolutions et de prendre les décisions efficaces, au service de la personne accompagnée et du développement de la Fondation.

Direction administrative et financière

Comme prévu, au 1^{er} janvier 2020 les comptables ont été rassemblé-e-s dans les locaux du siège social. Il s'agissait de la première étape pour mettre en place une organisation mieux adaptée aux missions et aux exigences de la direction administrative et financière (Daf).

Les conditions de travail imposées par la crise sanitaire n'ont pas permis de déployer les évolutions envisagées au rythme prévu. Pour autant, cette période a mis en évidence les enjeux de notre plan de modernisation, en particulier face au numérique (dématérialisation du circuit de la facture, interfaces Web et logiciels, signatures électroniques...). Finalement la recherche d'un logiciel adapté à ces nouveaux besoins s'effectuera conjointement avec la Drh afin de disposer au siège d'une solution intégrative optimale.

Nous avons amorcé la montée en compétence de l'équipe afin de permettre plus de fluidité et de rapidité dans la communication des outils de pilotage, et l'élaboration des documents règlementaires (budgets, comptes administratifs). On peut remarquer que les nouvelles actions nécessitent des montages de plus en plus complexes (transversalité entre services, sous-traitance, mise à disposition).

Un organigramme des missions et des interlocuteurs a été élaboré et diffusé pour une meilleure communication interne. Car au-delà des aspects comptables et financiers, la Daf assure la gestion centralisée de plusieurs postes de dépenses (matériel de protection Covid-19, matériel informatique, téléphonie fixe et mobile, copieurs, véhicules, assurance flotte automobile, cartes "carburant", achats groupés spécifiques après étude : fontaine à eau, défibrillateurs...) dans une recherche de rationalité et de réduction des coûts. Enfin, le service informatique rattaché à la Daf, est un élément central pour le bon fonctionnement des activités de toute la Fondation. Il veille à la gestion du matériel, des licences, du support utilisateur (avec le "Helpdesk" de Noeva), de l'infrastructure réseau, des infrastructures techniques, des liens Internet et Vpn. Avant la fin 2021, tous nos sites seront équipés d'un réseau wifi professionnel et public, sécurisé et conforme à la réglementation.

Ressources humaines

L'année 2020, marquée par la crise sanitaire et ses conséquences non négligeables sur l'activité des personnels, aura mis à l'épreuve l'équipe RH dédiée qui s'est étoffée d'un mi-temps avec la pérennisation d'un poste d'apprentie transformé en Cdi.

Pour la directrice des ressources humaines, cela n'a pas été qu'une année de gestion administrative exceptionnelle en lien avec l'urgence sanitaire : c'est aussi une année de dialogue social efficient tant sur le plan national qu'à l'échelle locale. Enfin, 2020 c'est aussi la mise en action de la nouvelle réorganisation hiérarchique de la Fondation, les premières actions du comité de pilotage Qualité de Vie au Travail et Égalité Professionnelle.

Activités et tâches spécifiques liées à la Covid-19

- Arrêts de travail pour garde d'enfant et isolement
- Chômage partiel
- Protocoles sanitaires et plans de continuité d'activité

- Télétravail et élaboration d'une charte du télétravail
- Mobilité interne (école à la maison, ouverture de la Halte de nuit l'été et 24/24...)
- CSE extraordinaires en matière de santé, sécurité et conditions de travail
- Développement de l'alternance et mobilisation des aides à l'embauche
- Prime Covid-19 versée en novembre 2020

Mesures prises dans le cadre de négociations

- Reconstitution de la prime exceptionnelle du pouvoir d'achat
- Revalorisation de la prime de sujétion des salariés non-cadres avec effet rétroactif
- Changement d'organisme de prévoyance
- Renégociation de la mutuelle au niveau local pour un an
- Décision unilatérale de l'employeur concernant les conditions et les modalités d'une compensation des temps de trajet

Formation

Malgré les confinements successifs, 2020 ce sont aussi seize formations collectives et quatorze individuelles prises en charge dans le cadre du plan de développement des compétences de la Fondation pour un budget de 113077 €.

En 2021, de nombreux chantiers RH sont déjà à l'œuvre

– Pilotage de groupes de travail transversaux

- Refonte du processus de recrutement
- Travaux sur l'attractivité des métiers et salaires des cadres
- Poursuite de la démarche de l'évaluation à 360°
- Accord d'entreprise Qualité de Vie au Travail et Égalité Professionnelle (QVT-EP)

– Évolution paie

- Nouveau contrat de santé
- Changement de logiciel paie et acquisition d'un outil

"Système d'information de gestion des ressources humaines" (Sirh) adapté

– Nouvelles obligations

Concernant le dialogue social compte tenu de la taille de la Fondation (+ de 300 salariés en Etp) : nouvelles commissions obligatoires, fréquence mensuelle des réunions Cse, bilan social...

– Formation

En plus des formations collectives organisées sur plusieurs années (Dpa, gestion de la violence, premier secours en santé mentale, co-développement, intelligence collective), deux projets de formation ambitieux intra-secteurs vont débiter : formation radicalisation – laïcité, citoyenneté et la pair-aidance.

Direction immobilière

La direction de l'immobilier a connu en 2020 une évolution organisationnelle majeure par la fusion des directions technique et de l'immobilier. Cette nouvelle unité permet une gestion concentrée de toutes les problématiques immobilières en assurant un suivi complet de la chaîne d'expertise et de décision, entraînant ainsi plus de réactivité.

Les missions sont réparties entre les pôles gestion locative et technique pilotés chacun par un-e coordinateur-ice. La direction a continué de rendre son service auprès des personnes accompagnées en 2020, malgré la crise de la Covid-19 qui a touché de plein fouet l'activité immobilière et ce, grâce à la forte mobilisation des équipes, tant du point de vue de la mise à disposition des appartements que des interventions techniques.

- Le parc de logements n'a cessé de croître. Ce sont 49 logements supplémentaires qui ont été pris à bail en 2020 grâce à notre tissu partenarial, entretenu et étoffé par les chargé-e-s de mission hébergement/logement (31 pour l'action Un Chez-soi d'abord).
- Cette année a également permis de développer le travail collaboratif avec le groupement Un Chez-soi d'abord en mettant à disposition notre expertise en gestion immobilière. Nous nous sommes dotés d'un logiciel de gestion locative, permettant une gestion automatisée, indispensable aux flux des demandes liées à l'évolution de notre parc.
- S'agissant du parc de logements dédié aux actions de la Fondation à proprement parler, les logements supplémentaires concernent principalement le service Migrants, celui des mineurs non accompagnés et la

nouvelle action De la rue au logement. Cette dernière permettra de poursuivre notre évolution des pratiques en favorisant le développement du pouvoir d'agir des personnes accompagnées pour les aider ensuite à accéder et vivre dans un logement autonome.

- Concernant le volet technique, le suivi des demandes est désormais automatisé, tout comme celui des gros travaux, de la sécurité et de la maintenance de nos établissements.

Les indicateurs de notre activité sont positifs. Notre tissu partenarial avec les agences, les entreprises et les bailleurs sociaux s'accroît, les objectifs en captation sont atteints, la maintenance et l'entretien de nos logements permettent d'assurer un hébergement digne aux personnes que nous accompagnons et une restitution de nos logements quasi sans retenue de dépôt de garantie.

L'année 2021 permettra de continuer le travail de bon entretien de nos appartements grâce à un suivi approfondi de leur état et à l'appropriation par tous du guide des bonnes pratiques à usage d'habiter.

Nous devons également atteindre notre objectif ambitieux de captation et poursuivre la bonne gestion du patrimoine de la Fondation, élément indispensable et stratégique à la solidité de notre organisme.

La Cellule projets

Créée fin 2013, la Cellule projets fonctionne comme une unité “recherche et développement” afin de susciter l’émergence de nouveaux projets, dans le but de répondre à des besoins sociaux mal satisfaits ou non satisfaits. Fonctionnant sans hiérarchie et de manière transversale, la Cellule projets est composée de salarié·e·s représentant tous les secteurs d’activité de la Fondation.

En 2020, l’activité de la Cellule projets a été ralentie.

Elle a innové dans le pilotage démocratique de ses épiceries solidaires et du jardin Lou Pantai (cf. *Les réussites* p. 46).

Malheureusement la dynamique autour de la culture à partir de l’exposition Partage(s) mettant en valeur des œuvres réalisées par nos publics accompagnés n’a pas pu se poursuivre et reprendra dès que possible.

Néanmoins, la Cellule projets a continué d’explorer, dans le droit fil des orientations stratégiques de la Fondation sur l’innovation et le développement du pouvoir d’agir, des approches éducatives alternatives pour les enfants et les jeunes accompagnés.



Expérimenter des approches éducatives innovantes auprès des jeunes placés ou en rupture pour renforcer leurs chances de devenir des adultes épanouis et autonomes

Good Behavior Game (GBG) ou le jeu du comportement adapté

Le GBG est un programme de prévention américain destiné aux enfants de l’école élémentaire. Son efficacité en matière d’insertion sociale et de santé publique a été démontrée par plusieurs études d’efficacité et un suivi au long terme qui révèlent son impact bénéfique sur la prévention des conduites addictives, des troubles de la personnalité antisociale, ou de la dépression. À court terme, la pratique du programme GBG en classe permet d’instaurer un climat positif, serein et coopératif, favorable à l’acquisition des comportements sociaux adaptés et à la mise en place de conditions propices aux apprentissages.

Si le GBG est considéré comme un programme de prévention à vocation universelle – il s’adresse à tous les enfants –, les travaux américains mettent également en évidence son effet renforcé chez les enfants les plus perturbateurs et/ou agressifs. Le GBG présente ainsi un intérêt particulier pour développer les compétences psychosociales des enfants caractérisés par de hauts facteurs de risques pour le déroulement futur de leur vie.

Le programme GBG est actuellement déployé en France par le **Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale** en concertation avec l’Éducation nationale après un essai-pilote conduit dans les Alpes-Maritimes et validé par **Santé publique France**.

Ayant connu cette approche dans le cadre des travaux d’élaboration du plan territorial de santé mentale courant 2020, la Fondation souhaite expérimenter le GBG au sein de la Maison de l’enfance à caractère social de La Trinité qui concerne vingt enfants de 6 à 13 ans placés au titre de l’aide sociale à l’enfance. Il s’agit d’observer si une mise en œuvre adaptée du programme à ce lieu de vie collectif produit des effets bénéfiques en matière de renforcement des compétences émotionnelles, sociales et cognitives des enfants mais aussi en matière de qualité de la vie collective.

Cette expérimentation démarrera en octobre 2021

Les Softs Skills : des compétences comportementales clés pour l’avenir des jeunes

Créativité, empathie, intelligence émotionnelle, communication, compétences relationnelles, audace, curiosité, sens du collectif... Il y en a 15 de ces Softs Skills, autrement dit “compétences douces”, souvent peu mises en avant et pourtant essentielles dans la vie en société ou en entreprise.

Elles sont complémentaires aux diplômes et le but est de repérer ces “savoir-être” pour ensuite les valoriser chez des jeunes aux trajectoires non linéaires et peu académiques.

C’est ainsi que la Cellule projets a piloté en 2020 le lancement d’une expérimentation en direction des jeunes décrocheurs suivis par le **lieu ressources** et des jeunes Neet – *Not in Education, Employment or Training* (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire) accompagnés par la plateforme de service aux jeunes de la Fondation. Il s’agit de repérer leurs compétences comportementales à partir d’une grille pré-établie en les observant en situation, lors de leurs participations aux activités de l’épicerie solidaire et du jardin Lou Pantai notamment.

Une fois les compétences comportementales identifiées, il faudra les représenter sous forme d’**Open Badges***, outils numériques de reconnaissance des compétences informelles à partir de Flashcodes sur des portfolios, des

CV vidéo.

Ce pourrait être un nouvel outil facteur d’employabilité, pour des jeunes qui ne peuvent pas valoriser de diplômes. Ces compétences sont celles qui permettront à ces jeunes aux trajectoires chaotiques de devenir des individus responsables,

épanouis dans leur scolarité comme dans leur vie.

Si l’expérience s’avère positive à partir du lieu d’observation de l’épicerie et du jardin, cette pratique pourrait être essaimée vers d’autres services de la Fondation.



Perspectives 2021

La création d’un poste de responsable de communication et de levée de fonds privés en 2021 soutiendra la démarche d’innovation des services et de la cellule projets et devrait permettre d’accentuer le démarrage d’actions répondant à des besoins sociaux non couverts ou insuffisamment couverts.

*Un Open Badge, c’est un fichier numérique où sont enregistrées des informations spécifiquement liées à des compétences, réalisations ou encore engagements de la personne qui le reçoit. On le visualise sous forme d’image digitale.

Si on choisit d’imprimer cette image sur papier, elle doit comporter un QR code qui, une fois scanné, renverra l’utilisateur vers les informations numériques que le badge contient.

L’Open Badge représente ainsi une déclaration et une validation numérique des compétences et des connaissances d’une personne.

La Cellule écoute diversité



Le Label Diversité, délivré par l'Afnor et attribué à la Fondation de Nice a été renouvelé en 2018 pour quatre ans. La Cellule écoute diversité, composée de salarié.e.s et administrateur.rice.s volontaires, afin de suivre la mise en œuvre de la politique diversité de la Fondation s'articule autour de deux axes :

- La professionnalisation des pratiques de gestion de ressources humaines dans le but de lutter contre les stéréotypes et les préjugés afin d'améliorer les conditions d'emploi et de travail ainsi que les relations professionnelles.
- La promotion d'une culture associative fondée sur la prise en compte de la diversité des personnes accompagnées afin de mieux leur garantir un égal accès aux services de la Fondation et de favoriser l'exercice de leurs droits et devoirs.

L'audit de nos pratiques par l'Afnor pour actualiser le plan d'action 2021

En septembre 2020, la Fondation a été auditée par l'Afnor dans le cadre d'une évaluation à mi-parcours ce qui a permis de redéfinir un plan d'action pour 2021. Cela nous a conduits à repenser les axes de la politique diversité de la Fondation :

- Promouvoir une plus grande mixité femmes/hommes dans les effectifs de la Fondation et tendre vers des ratios identiques sur les différents échelons hiérarchiques
- Simplifier les process de recrutement et de promotion de l'évolution professionnelle, objectiver les choix et renforcer la mixité des métiers, sur la base d'une organisation managériale plus horizontale privilégiant l'intelligence collective
- Lutter contre le non-recours des publics accompagnés afin de ne pas se résigner face à la discrimination des plus vulnérables et dans le but de favoriser l'exercice de leurs droits et devoirs en tant que citoyen à part entière

En 2021, la Cellule écoute diversité s'attachera notamment à continuer à former les équipes, les cadres, poursuivre les cafés-débats, plus communiquer sur les réalisations, créer et alimenter sur l'Intranet une banque de ressources sur les saisines, les réponses, les recours...

Lutte contre les stéréotypes de genre en milieu professionnel

En février 2020 nous avons renouvelé l'expérience portée par le Club Égalité fondé par Alter Égax en participant à l'opération Girls' Day – Boys' Day. Nous avons reçu une dizaine de lycéens en classe de seconde afin de parler des métiers du social très féminisés et participer à la diversification des choix professionnels des jeunes, influencés par de fortes représentations sociétales des métiers.

En 2020 la Cellule écoute diversité s'est agrandie et est aujourd'hui composée de :

- Linda Abid, secteur Accompagnement social et médico-social
- Karim Ben-Salem, service Migrants
- Catherine Birtwisle, administratrice
- Lydia Buil, Service Entreprise +
- Damien Collet, Action éducative à domicile
- Damien Francheteau, secteur Accès à l'emploi
- Michel Léandro, service de prévention des expulsions locatives
- Marie Valatchy, direction de l'immobilier

Pour la contacter
diversite@fondationdenice.org



UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

Lancement d'un partenariat avec Université Côte d'Azur sur "numérique et éthique"

Depuis octobre 2020, la Fondation et Université Côte d'Azur sont partenaires d'une recherche action sur les conséquences de la dématérialisation de l'accès aux services publics pour les personnes vulnérables notamment du point de vue du droit (rupture d'égalité dans l'accès aux droits, non-respect de l'inconditionnalité).

L'objectif est d'identifier de bonnes pratiques à essaimer, initier des expérimentations sur la base de propositions émanant du terrain, pour créer des alternatives au tout-numérique et faciliter l'accès aux droits des plus précaires. La Cellule écoute diversité participe aux travaux.

L'illectronisme, nouvelle forme de discrimination ?

Alerter, informer afin de ne pas banaliser des actes de discrimination

Plusieurs signalements de cas avérés ou suspectés de discrimination ont été traités par la Cellule écoute diversité en 2020 : refus d'embauche en raison du genre, courriers de syndicats recommandant aux co-propriétaires louant des appartements à la Fondation de faire "du tri dans leurs locataires", refus de soin...

À chaque fois les services sont conseillés, les publics accompagnés, les services de l'État et le Défenseur des droits questionnés et informés en vue de faire cesser les discriminations.

La Cellule verte

Dans le but de donner corps à une orientation de la Fondation désireuse de mieux contribuer à la préservation de l'environnement, accentuer au sein des équipes et auprès des personnes accompagnées des comportements de consommateurs plus éco-responsables, la Cellule verte a été créée en 2018.



Composition de la Cellule verte

- Nicolas Braye, responsable d'activités Mise en situation de travail, secteur Accès à l'emploi
- Carole Famelart, directrice de l'immobilier
- Géraldine Cardona, coordinatrice Cellule projets
- Catherine Birtwisle, administratrice
- Jean-David Escanes, directeur du secteur Accompagnement social et médico-social
- Valérie Mélias, comptable
- Cathy Billi, cheffe de service des services généraux, secteur Enfance-Jeunesse-Familles

Pour les contacter
cellule.verte@fondationdenice.org

La Cellule verte s'est réunie quatre fois en 2020. La crise sanitaire a suspendu les initiatives prises pour favoriser le tri sélectif au sein de la Fondation ; à savoir la mise en place de bacs finaux de tri sur onze sites et la sensibilisation au tri de l'ensemble des salariés.

Les partenariats envisagés avec la Métropole et Université Nice Côte d'Azur sur ces points n'ont pu se concrétiser. Un premier bac de tri intermédiaire – à installer au sein des bureaux – a néanmoins été réalisé par la ressourcerie et la signalétique établie par la Cellule verte.

Pour 2021, la Cellule verte se fixe trois objectifs principaux

- Faire installer par la Métropole Nice Côte d'Azur les bacs de tri finaux sur les onze sites identifiés et placer si besoin sur ces sites des bacs intermédiaires réalisés par la ressourcerie
- Sensibiliser les salariés de la Fondation au tri sélectif
- Promouvoir au sein des équipes l'achat et l'usage de produits de nettoyage respectueux de l'environnement

Les faits marquants 2020

Mars 2020 : de la sidération à l'action

L'annonce de l'état d'urgence sanitaire en raison de la pandémie de la Covid-19
a mis la France à l'arrêt.

Les pouvoirs publics furent complètement dépassés lors des premières semaines et ont laissé souvent les acteurs associatifs de l'urgence sociale, de la protection de l'enfance sans guide, ni consignes, ni équipements.

Passé le temps de la stupeur,
la Fondation a très rapidement maintenu ses activités essentielles

dans le champ de la solidarité comme de la protection de l'enfance et a organisé un suivi à distance pour les autres publics (allocataires du Rsa...).

Jour après jour, les services se sont organisés en lien avec les pouvoirs publics et des moyens supplémentaires ont été déployés.

Retour sur un épisode inédit et apprenant



CI-CONTRE ▶
 Mobilisation anti-Covid
 des salariés au siège
 social lors du premier
 confinement

Gérer la crise sanitaire a été révélateur de cohésion...

Les bonnes surprises...

La réserve de masques

14 000 masques périmés stockés dans les sous-sols du siège social nous ont permis de fournir les équipements de protection pour garantir la protection de nos salarié-e-s. Ce fut décisif.

Une réserve de salariés spontanément volontaires au service d'un bel esprit de solidarité

700 heures de travail de salariés mutualisés dans les services ont permis d'assurer pendant neuf semaines la continuité des actions sans recours à de la main-d'œuvre extérieure :

- Ouverture 24 heures sur 24 de la Halte de nuit avec permanence de personnel médical
- Organisation du soutien scolaire dans les internats
- Maraudes interassociatives afin d'aller à la rencontre des sans-abris 7 jours sur 7
- Maintien des visites à domicile
- Appel régulier des familles pour prévenir les violences intra-familiales
- Augmentation des distributions alimentaires auprès de publics hébergés en hôtel
- Démarrage de l'épicerie solidaire itinérante Lou Pantaï pour aider des personnes âgées isolées des villages du haut-pays et les familles de migrants
- Augmentation des files actives de Flash Emploi qui sont passées de 30 à 90 pour faire face à l'afflux des nouveaux entrants du Rsa...

Une cellule de crise

mobilisée en continu au siège social autour de la directrice générale associant directeur-riche-s et présidente pour centraliser l'information, communiquer régulièrement, approvisionner, organiser, réajuster...

Des pratiques accrues de l'aller-vers

qui vont modifier en profondeur les accompagnements en confirmant l'intérêt du hors les murs pour garder le lien avec les plus exclus mais aussi du décroisement des approches entre le social, le soin...



...et facteur de créativité

Des aides diverses et bienvenues

- Financement par l'association monégasque Children & Future de 15 ordinateurs pour des jeunes pour un montant de 3 625 €,
- Don d'un propriétaire de Grasse de deux mois de loyers : 2 000 €
- Don de 15 000 € du Département pour faire face aux achats d'équipements de protection
- Dons d'équipements de protection par le Département et l'État
- Financement de la Fondation de France (3 300 €) et le groupe EDF (3 500 €) pour intensifier l'aide alimentaire aux plus démunis
- Don par Auchan d'une palette de chocolats pour le secteur protection de l'enfance.

Un bond technologique

dans l'organisation du travail à distance grâce à l'équipement déjà opérationnel de nos équipes dotées de 170 ordinateurs portables et la mobilisation de 141 liaisons Internet... la promotion de la visio-conférence comme mode alternatif des réunions à distance.

Ateliers créatifs pour garder le lien

Concours de dessin entre familles du service Migrants, fabrication de serviettes de toilettes par les adolescentes de la villa Marie-Ange pour la Halte de nuit, création par un salarié d'un forum d'échanges.

Organisation de recrutements en externe, d'informations collectives sur des offres d'emploi dans des jardins

pour fournir des aides à domicile et du personnel aux Ehpad en mobilisant les allocataires du Rsa.

Le service migrants a d'incroyables talents !

Comme chaque année, le service Migrants avait imaginé une grande fête pour la Journée mondiale des réfugiés qui se tient chaque mois de juin, mais la Covid-19 nous a obligés à nous réinventer en 2020 en organisant un évènement en distanciel avec les familles.

C'est ainsi qu'un grand concours "Le service Migrants a d'incroyables talents" a été proposé aux familles : réaliser une vidéo de 1 à 5 mn avec quatre prix à gagner en bons

cadeaux pour les grands et les petits. Vingt-trois familles de migrants ont participé. Ce fut un beau moment de convivialité, d'émotions, de rires en découvrant la créativité et les différents talents de nos familles : danses folkloriques, musique traditionnelle... Toutes les familles ayant participé ont reçu un cadeau de remerciement et ont pu partager leurs créations pour notre plus grand plaisir !



Cette crise a confirmé la capacité de notre secteur à tenir face à l'urgence, à répondre aux besoins vitaux d'une population oubliée sans se préoccuper des financements, des domaines d'intervention respectifs...

Cet épisode nous a permis de penser notre propre doctrine en positionnant l'éthique et le maintien de l'activité au premier plan et a renforcé le sens de nos actions autour de nos valeurs.

Refuser la fatalité de l'exclusion même en temps de pandémie, surtout en temps de pandémie.

Mobilisation pour les migrants sinistrés dans la vallée de la Roya

Notre service Migrants à travers son centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) des vallées a fait le choix depuis 2016, d'installer des familles de demandeurs d'asile dans le moyen et haut pays Niçois. Il s'agissait d'éviter une domiciliation dans la bande littorale saturée, participer à la revitalisation de territoires ruraux, persuadés du bon accueil qui serait réservé aux familles en complément de notre accompagnement social. L'expérience nous a donné raison.

Dans la nuit du 2 au 3 octobre 2020, la tempête Alex a ravagé les villages et les infrastructures des vallées de la Vesubie et de la Roya qui en ont subi les assauts.

Face à la catastrophe, le service Migrants s'est mobilisé pour la centaine de demandeurs d'asile et réfugiés vivant dans vingt-trois logements répartis à Breil-sur-Roya, Saint-Dalmas-de-Tende et Tende, des communes fortement touchées. Malgré les coupures des réseaux téléphoniques des premiers jours, le service est parvenu à avoir de leurs nouvelles, d'importants dégâts matériels ont été constatés mais pas de victimes.

La plupart des familles a été rapatriée à Nice pour être relogée, avec l'aide de la direction de l'immobilier, soit dans des hôtels meublés, via le dispositif d'Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile, soit dans des appartements vacants de la Fondation.

Ceux qui sont restés par souhait se sont engagés dans une entraide soutenue auprès

des habitants plus âgés sinistrés. Certains des logements ont également été mis à disposition des secours ou d'habitants sinistrés. Aujourd'hui, certaines familles ont souhaité retourner dans leur logement car les liens créés dans ces villages sont forts, d'autres sont toujours accompagnées par le service dans leur hébergement provisoire sur le littoral. Déjà marquées par leur parcours migratoire souvent traumatique, ces familles ont été "arrachées" à leur environnement une deuxième fois, l'équipe reste donc particulièrement vigilante à leur état de santé psychique.

Dès lors, comment envisager l'avenir pour ces familles ?

Pour Zeina Zarif-Braye, responsable d'activités du service Migrants, « *le temps de reconstruction sera assez long mais la volonté de retourner petit à petit dans cette vallée est intacte* ». Les réinstallations s'effectuent au fur et à mesure du rétablissement des axes routiers.



Regards de stagiaires

Même pendant la période de restriction sanitaire, la Fondation a souhaité continuer à accueillir des stagiaires. Voici le témoignage de deux d'entre elles qui ont contribué aux activités du service Actes-Pélican. Merci de leurs engagements et de leurs apports.

Le service Actes-Pélican accompagne et représente en justice les mineur.e.s victimes. Il est composé d'administrateurs ad hoc, personnes désignées par un magistrat pour exercer les droits d'un mineur dans le cadre d'une procédure. Il intervient lorsque les intérêts de l'enfant sont en contradiction avec ceux de ses représentants légaux ou lorsque ces derniers se trouvent en difficulté pour en assurer sa défense.

Vanessa Parny, étudiante en Master II droit international et européen des mineurs à l'université de Bayonne, stagiaire du 3 août au 24 décembre 2020

Stagiaire au service Actes-Pélican durant cinq mois, que peux-tu en dire ?

J'ai découvert le métier d'administrateur ad hoc (Aah). Être stagiaire au service Actes-Pélican, a été pour moi une expérience enrichissante au niveau professionnel et personnel. J'ai pu approfondir mes connaissances de l'enfance maltraitée, être plus à l'écoute et adapter mon discours à chaque prise en charge.

Si tu devais définir le service Actes-Pélican en mot, quel serait-il ?

Ce serait le mot "équipe". La phrase "seul c'est bien, mais ensemble c'est mieux" prend tout son sens. Les décisions importantes sur

l'orientation d'un dossier ou l'évaluation des dommages et intérêts sont prises ensemble. Une Aah peut trouver en sa collègue le soutien dont elle a besoin quand la situation est complexe et mérite un éclairage.

Ainsi, j'ai participé aux audiences, aux entretiens, rédigé des actes et j'ai pu donner mon avis lors de réunions. J'ai d'ailleurs créé un outil facilitant l'évaluation des dommages et intérêts selon les préjudices des victimes. La satisfaction a été mutuelle si bien qu'il m'a été proposé de venir renforcer l'équipe pendant quelques mois. Pour finir, si les journées peuvent être émotionnellement chargées, elles sont aussi ponctuées de moments de partage et de bonne humeur. Je tiens à remercier la Fondation de Nice et mes collègues pour leur accueil et leur disponibilité.



Louise Reynes, étudiante en Master II Droit privé fondamental, faculté de Droit, Nice, stagiaire au service Actes Pélican du 17 août au 24 décembre 2020

Être stagiaire à la Fondation de Nice au service Actes-Pélican, c'est comment ?

"Le Pélican, réputé capable de nourrir ses jeunes de son propre sang est un symbole de charité, de sacrifice, d'abnégation". Il était tout à fait logique que ce service porte ce nom.

Si le rôle des administrateurs ad hoc n'est encore que trop peu connu des étudiants en droit, il est aujourd'hui l'un des plus importants à mes yeux. J'ai, en effet, eu la chance d'être rapidement intégrée à l'équipe d'Actes-Pélican.

Être stagiaire chez Actes-Pélican, c'est apprendre plusieurs métiers en un seul. Si Brigitte, Isabelle, Kathy, Soraya et Nadine ne sont ni avocats, ni magistrats, ni professionnels de santé, ni psychologues, ni éducatrices, elles sont un peu de tout cela à la fois.

Le métier d'administrateur ad hoc nécessite un équilibre permanent entre compétences et expériences. Ainsi, j'ai pu les accompagner en audiences, assister à de nombreux rendez-vous avec les mineurs victimes, développer ma capacité d'analyse, et de synthèse grâce à l'écriture de courriers, requêtes aux magistrats, rapports de fin de missions...

L'investissement est le mot d'ordre chez Actes-Pélican. Aucun dossier n'est laissé de côté, et chaque membre de l'équipe connaît chaque situation. Le travail se fait à plusieurs, et aucune décision n'est prise sans consultation de l'ensemble de l'équipe. J'ai donc moi-même eu l'occasion de participer aux réunions et ai été rapidement invitée à donner mon avis. Je me sens aujourd'hui, grâce à ce stage un peu plus sereine et confiante dans mon avenir professionnel.



Préparer le futur

2020 ne fut pas qu'une année de ralentissement forcé.

Très vite, la Fondation a repris l'avantage en engageant

une dynamique de projets et d'expérimentations.

Expérimentations managériales

Intelligence collective

Les directeur-ice-s avaient été formés en 2018 au processus de partage de la décision basé sur les **réunions en cercle**, l'**animation tournante**, l'**écoute**, la **co-construction**.

Il s'agit de poursuivre la diffusion de ce procédé dans les équipes de cadres et ensuite dans les réunions de service en cohérence avec notre **charte de la relation au travail**.

En 2020, les **équipes de direction des secteurs** ont continué à travailler leur cohésion autour d'**outils d'intelligence collective**, avec l'accompagnement méthodologique de l'organisme de formation **Innovons à 360°**.



C'est désormais toute la chaîne hiérarchique de la Fondation qui est formée et peut déployer à tous les niveaux un processus de discussion et de décision basé sur des outils communs d'intelligence collective qui impliquent les collaborateur-ice-s et favorisent leur expression et créativité.

Élection sans candidat

Au secteur **Accès à l'emploi**, l'élection sans candidat a été également expérimentée pour remplacer provisoirement un cadre. Il s'agit de partir des compétences nécessaires pour une mission et d'élire dans le service concerné un des salariés, qui pour chacun, dispose le plus des capacités nécessaires. **Bienveillance, objectivité, décision par consentement** sont au menu de cet exercice qui au final a bien fonctionné et a évité des procédures chronophages de recrutement externe tout en repérant des profils à potentiel.

Charte du développement du pouvoir d'agir (Dpa)

Le 5 mars 2019, un séminaire des cadres de la Fondation s'est tenu sur nos orientations stratégiques. L'attente prioritaire qui en a émergé était de définir de manière partagée le développement du pouvoir d'agir au sens de ce qu'il est et de ce qu'il n'est pas, aussi bien dans la relation hiérarchique (en partant de la charte de la relation au travail) que dans l'accompagnement des publics.

Le but étant d'aboutir fin 2020, à une charte définissant le Dpa.

C'est ainsi que de février à septembre 2020 avec une interruption liée au confinement, le comité de pilotage réparti en quatre binômes de cadres est allé à la rencontre des services et des personnes accompagnées, en animant des World Cafés, ateliers créatifs dans lesquels les participants débattent d'une question ou d'un sujet en petits groupes.

Quatorze World Cafés se sont déroulés, environ cent vingt salarié-e-s ont été rencontrés ainsi qu'une trentaine de personnes accompagnées et des administrateur-ice-s.

Nous avons ainsi récolté une matière dense que nous avons fidèlement retranscrite dans une synthèse.

Cette synthèse a été soumise à un **comité de lecture représentatif**, composé de salarié-e-s volontaires et d'un administrateur qui se réunira à partir de fin 2020 pour aboutir à la **charte définissant le développement du pouvoir d'agir**.

En 2021 les étapes ultimes se dérouleront pour parvenir à une **représentation graphique attractive en associant deux personnes accompagnées ayant des compétences de graphistes et organiser la diffusion et l'appropriation de ce cadre commun de référence**.

Le labo Lou Pantaï regroupe au sein d'un même projet l'épicerie solidaire "historique" de la Fondation basée à Nice-est, l'épicerie itinérante du service Migrants qui a pris corps lors du confinement et le jardin Lou Pantaï situé à Vence.



Gouvernance collaborative – Le labo Lou Pantaï

Cette idée de rassembler ces activités pour former une seule entité a émergé au printemps 2020 lorsque ces trois actions ont décidé de répondre ensemble à des appels à projets pour obtenir des financements.

L'hybridation des actions – distribution alimentaire en point fixe et itinérante, ateliers sur la nutrition, le goût, la cuisine des légumes de saison, le maraîchage, l'éducation à l'environnement... – a suscité une réflexion sur le mode de gouvernance.

Le labo Lou Pantaï a émergé pour revisiter les modalités hiérarchiques traditionnelles de pilotage au sein desquelles l'ensemble des parties

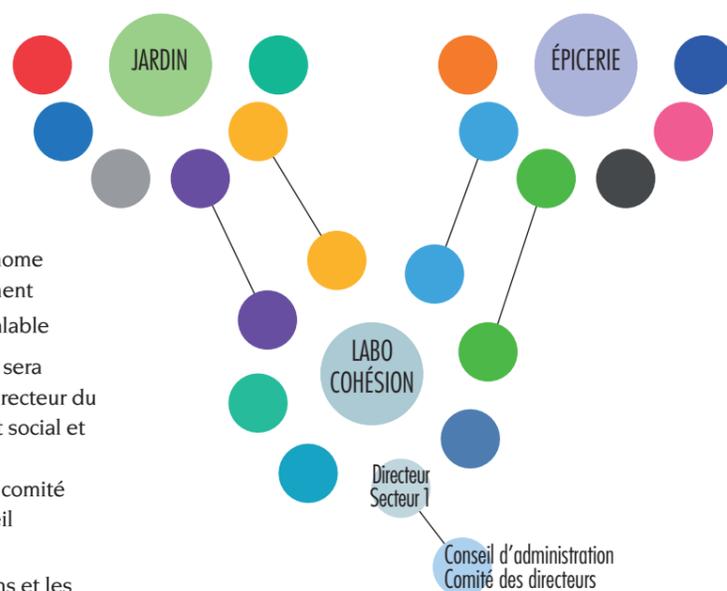
prenantes – les bénéficiaires, les salarié-e-s, les bénévoles, les financeurs, les fournisseurs... – prendrait collectivement des décisions concernant le projet.

Elle vise ainsi à développer la démocratie participative dans les affaires organisationnelles, rompant ainsi avec le management vertical.

L'ensemble des principaux acteurs du projet a été formé à l'intelligence collective et la décision par consentement fin 2020.

À l'issue de la formation, une modélisation a été arrêtée pour la gouvernance du nouveau projet qui sera expérimentée en 2021.

En voici une modélisation :



PRINCIPES

- Chaque cercle est autonome = décision par consentement
- Pas d'ordre du jour préalable

Au sein du labo-cohésion sera notamment membre le directeur du secteur Accompagnement social et médico-social.

Il fera ainsi le lien avec le comité des directeurs et le conseil d'administration.

Reste à définir les missions et les périmètres de chaque cercle.

Réorganisation hiérarchique des secteurs avec création de la fonction de responsable d'activités

Cette évolution est rendue nécessaire par la mutation de notre secteur qui fonctionne désormais sur des modèles d'accompagnement basés sur la logique de parcours intégrés, sur des approches de type hors les murs, favorisant l'auto-détermination des publics accompagnés.

Elle s'inscrit dans l'évolution du modèle managérial engagé depuis plusieurs années dans la Fondation qui ambitionne de réinventer un processus décisionnaire plus souple en favorisant l'initiative, l'expression des acteurs de terrain tant professionnels que personnes accompagnées, de promouvoir l'expérimentation et la créativité avec un corollaire, le droit à l'erreur.

Malgré les multiples péripéties de cette année 2020, la Fondation a continué à avancer sur un de ses chantiers prioritaires : la transformation de son organisation hiérarchique.

Huit responsables d'activités sont désormais nommés

Secteur Accompagnement social et médico-social		
 Zeina Zarif-Braye Responsable asile/insertion	 Anne-Cécile Nérot Responsable santé et addictions	 Max Daniel Responsable hébergement/logement
Secteur Accès à l'emploi		
 Nicolas Braye Responsable mise en situation de travail	 Elsa Limbert Responsable accompagnement vers l'emploi	 Basile Amelete Responsable entreprises
Secteur Enfance-Jeunesse-Familles		
 Khalid Fetnan Responsable enfance	 Guillaume Castejon Responsable jeunesse	

La création de domaines d'activités dans chaque secteur pour mieux piloter l'activité et être force de propositions confiés à des responsables d'activités a émergé. La fonction clé de cette nouvelle ligne managériale est le ou la responsable d'activités, cadre hiérarchique disposant du pouvoir disciplinaire, et plus spécifiquement chargé-e de la mise en œuvre, du contrôle, de l'évaluation et du développement des projets de son domaine d'activités. Il ou elle participe à la réflexion stratégique. Il ou elle assure le pilotage en cohérence de plusieurs actions en lien direct avec les coordinateur-ric-e-s des équipes, cadres de proximité qui peuvent accompagner du public et qui vont à terme remplacer la fonction de chef de service.

Les changements en profondeur en cours nécessitent de continuer à mieux en dessiner les contours, préciser les articulations entre les différents échelons hiérarchiques et repenser des outils communs et harmonisés de gestion.

C'est le défi de 2021.

Nouveaux modes d'accompagnement

Exemple de l'approche *Rétablissement* mise en œuvre par Un Chez-soi d'abord



Cette approche guide autant les professionnels dans leur pratique que les locataires dans la recherche de solutions et l'utilisation de leurs ressources. L'expérience des personnes est centrale : elle vise à travers des tentatives essais/erreurs, l'apprentissage, le repérage d'un fonctionnement personnel, relationnel, émotionnel et les réajustements possibles qui en découlent.

Anna* est arrivée sur le dispositif dès le début de l'expérimentation ; avant cela, elle vivait dans un camion stationné dans une petite rue non loin du centre-ville.

Voici un exemple de situation d'accompagnement de locataires sous l'angle de l'approche du rétablissement et des notions qui le sous-tendent : l'espoir, le soutien, le plaidoyer, l'empowerment et la responsabilisation.

Elle a trois enfants dont deux mineurs avec lesquels elle n'avait à l'époque que des droits de rencontre médiatisée une fois par mois.

À son arrivée, grande consommatrice de toxiques par voie intraveineuse, elle souffre de persécutions envahissantes qui la rendent parfois agressive et revendicatrice. Ses débuts dans le dispositif ont été chaotiques et ont entraîné un relogement suite à de graves troubles du voisinage ayant conduit à une hospitalisation en psychiatrie.

Suite à cela, nous l'avons relogée dans un nouvel appartement dans lequel elle s'est rapidement sentie mieux. À ce moment-là, elle a décidé de reprendre sa vie en mains et a commencé à se lancer à son rythme dans diverses démarches administratives et de soins qu'elle laissait en suspens depuis des années. Petit à petit, elle a refait sa carte d'identité et régularisé quasiment toute sa situation administrative en se débrouillant avec des intervenants sociaux extérieurs au dispositif et a investi et décoré son appartement. Elle a également fortement diminué ses consommations de toxiques, a stabilisé son traitement de substitution et a presque totalement arrêté la voie intraveineuse. Son état psychique a également été stabilisé à l'aide d'un suivi au centre médico-psychologique et d'un passage infirmier quotidien.

Toutes ces petites choses qu'elle a mises en place lui ont permis d'obtenir des droits de visites et d'hébergement hebdomadaires de ses deux enfants. Désireuse de pouvoir les accueillir dans les meilleures conditions, elle s'est ensuite lancée dans la recherche d'une mezzanine et d'un canapé-lit afin d'aménager son appartement pour ces accueils. Elle a trouvé tout cela seule, sur des annonces sur Internet, et a su organiser les rendez-vous pour aller les chercher et nous solliciter pour l'aider à les transporter. Tous ces efforts lui ont permis d'avoir un appartement bien emménagé pour accueillir ses enfants ; elle s'attaque maintenant à la remise en forme de son CV car elle souhaiterait reprendre une activité professionnelle.

Depuis le début de son accompagnement, Anna a toujours manifesté une volonté d'indépendance et de choix dans ses démarches. L'équipe s'est donc positionnée de manière à lui laisser le plus d'autonomie possible, tout en étant toujours présente pour l'aiguiller et la conseiller quand elle en faisait la demande et la soutenir dans les moments difficiles qu'elle a traversés. Ainsi, il s'est établi une relation de confiance mutuelle entre Anna et l'équipe qui a permis à Anna d'accroître son pouvoir d'agir en faisant le plus de choses possibles par elle-même tout en sachant qu'elle aura toujours le soutien de l'équipe si elle en ressent le besoin.

*Le prénom a été modifié

Guide des bonnes pratiques à l'usage d'habiter et les visites à domicile

Un groupe de travail, transversal aux secteurs, associant des travailleurs sociaux, des agents techniques, des chargé-e-s de mission hébergement, tous intervenant à domicile, des cadres, s'est réuni de juillet à décembre 2020 pour partager leurs modalités d'intervention et expériences, afin d'établir un référentiel commun des bonnes pratiques à l'usage d'habiter et aux visites à domicile.

C'est une parfaite illustration de notre volonté de fonctionner en intelligence collective

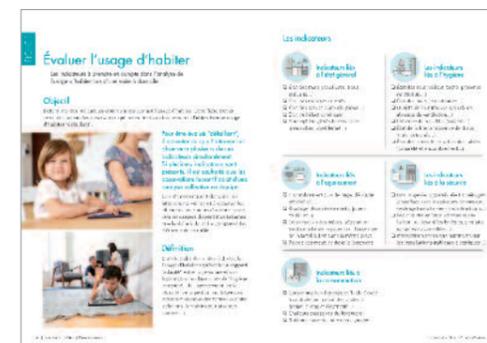
Ce guide vise à garantir une équité dans l'accompagnement, à harmoniser les interventions tout en responsabilisant les personnes accompagnées dans l'occupation d'un logement.

Le guide est conçu autour de trois fiches pratiques

- Les indicateurs de l'usage d'habiter
- La posture en visite à domicile
- Les actions en visite à domicile

Ce cadre de référence commun pour accompagner au bon usage d'habiter consacre notre volonté de faire de l'aller vers et des interventions hors les murs un mode d'intervention principal et non plus accessoire afin d'être au plus près des publics accompagnés, "là où ils sont et vivent".

Sa mise en forme et diffusion sera à l'ordre du jour de 2021.



Visites apprenantes, modèles inspirants

2020 fut peu propice aux rencontres et découvertes tant les contraintes de distanciation et de déplacement ont été fortes.

Le tiers-lieu "Coco Velten" / Marseille



"La Friche la Belle de Mai" / Marseille



"Le village" / Cavaillon



Le tiers-lieu "Coco Velten" / Marseille



Néanmoins, l'été 2020 a été mis à profit pour aller visiter le tiers-lieu "Coco Velten" et "La Friche la Belle de Mai" à Marseille le 10 juillet et l'association "Le village" à Cavaillon le 3 août. Nous remercions les structures et associations pour leur accueil.

Intéressés pour porter une plateforme collaborative d'économie sociale et solidaire dans le projet de tiers-lieu au 109 à Nice dans les locaux des anciens abattoirs, nous avons tenu à visiter Coco Velten, un tiers-lieu occupant temporairement sur plusieurs étages l'ancienne direction des routes. Ce lieu hybride allie des fonctions sociales, économiques et culturelles.

Nous avons également déambulé à La Friche de la Belle de Mai, un espace beaucoup plus vaste de 45 000 m², ancienne usine de la Seita qui regroupe, une médiathèque, une station radio, un restaurant, des espaces de jeu, des lieux de concert, des galeries d'exposition mêlant art, culture et espace de vie. Nous en sommes revenus avec des idées, des contacts de partenaires potentiels et un infini possible de projets.

À Cavaillon, c'est une association – "Le village" – qui accueille en maison relais des personnes en difficulté que nous avons rencontrée. Elle fonctionne avec une cantine solidaire et propose des activités de fabrication d'éco-matériaux, de maraîchage. L'association construit actuellement une conserverie avec des matériaux écologiques et cela nous a permis de revenir avec des idées de projets, de budget pour ce type d'installation envisagée dans le cadre de la récupération des fruits et légumes au MIN d'Azur et de l'activité du jardin Lou Pantaï.

Le tiers-lieu "Coco Velten" / Marseille



La transformation de l'offre de la Halte de nuit Bruno Dubouloz

Elle s'inscrit dans une logique de proximité avec le tissu associatif notamment le 115 et

La Halte de nuit propose une mise à l'abri à destination d'un public en situation d'errance qui repose sur des principes de gratuité, d'inconditionnalité d'accueil de sans domicile même avec leurs animaux de compagnie.

a pour objectif de répondre aux besoins des personnes les plus exclues. Elle y accueille en soirée de septembre à juin grâce au soutien financier de l'État et de la Ville de Nice 43 hommes et 20 femmes à la rue : repas, couchage, domiciliation, bagagerie...

En 2020, face à la crise sanitaire, nous avons été contraints de réduire

le nombre de places pour respecter la distanciation en passant de 43 à 18 pour les hommes, et de 20 à 12 pour les femmes.

Lors du confinement de mars 2020, nous avons ouvert la Halte de nuit 24 heures sur 24 et non plus uniquement en soirée et avons décidé également au vu de la période inédite de l'ouvrir en continu avec une nouvelle équipe tout l'été.

Il ressort de ces adaptations au contexte plusieurs constats.

Tout d'abord, nous sommes passés d'un accueil d'urgence collectif pour plus de 60 personnes à une quasi-résidence pour 30 hommes et femmes qui restent jusqu'à ce qu'une solution de sortie soit trouvée.

Le confinement a engendré cette fixation puisque nous ne pouvions

plus accueillir de nouvelles personnes chaque jour afin de limiter les risques de propagation du virus. Ensuite, l'ouverture continue a permis d'expérimenter une plus grande diversité d'accompagnement social et médico-social sur site et de réaliser des actions de sorties vers le logement : diagnostics sociaux et droits au séjour, intervention des psychologues du Chrs, accompagnement hors les murs,

permanences infirmier·ère·s, permanences de l'équipe mobile emploi, maillage vers d'autres services ou structures partenaires – Service intégré de l'accueil et de l'orientation (Siao), Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa), Permanence d'accès aux soins de santé (Pass), Centre médico-psychologique (Cmp)...

Grâce à cette dynamique d'intervention croisée, plusieurs personnes ont été directement accompagnées de la rue au logement.

Quelle sera la philosophie d'avenir de notre Halte de nuit ?

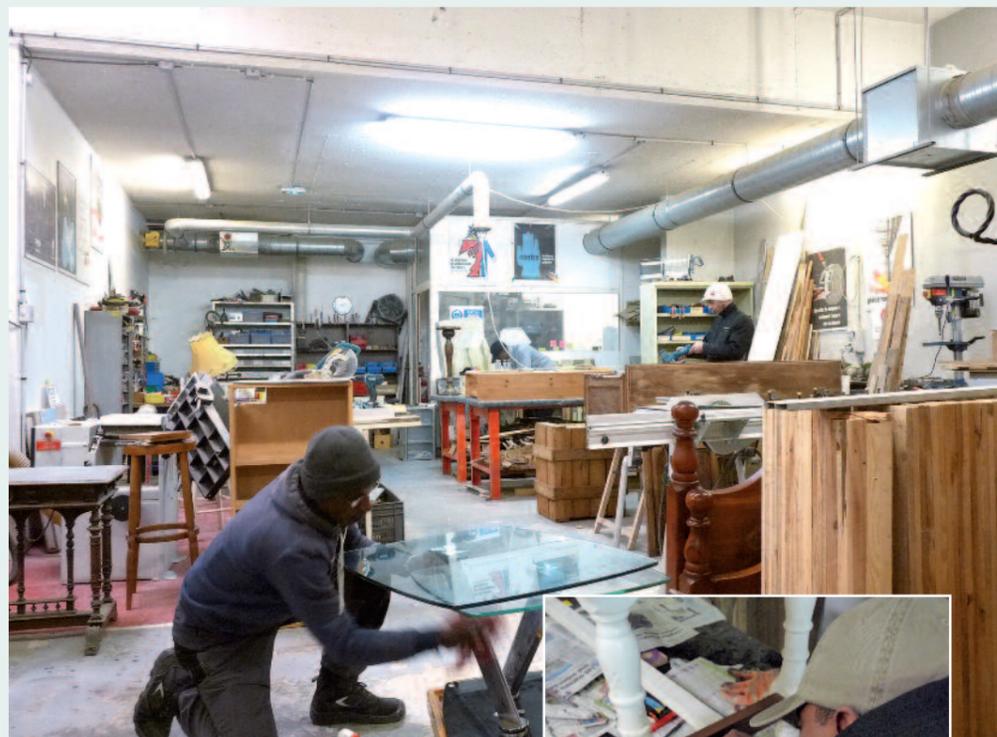
Permettre l'accueil d'un public de grands marginaux très souvent sans solution, inscrire le projet dans les évolutions souhaitées d'humanisation des structures d'accueil d'urgence avec son corollaire : moins de collectif, création d'un accueil de jour, faire du concept "de la rue au logement" un principe d'action à partir d'interventions pluridisciplinaires sur site...

C'est bien le projet d'origine de mise à l'abri de notre Halte de nuit qui sera requestionné en 2021 d'autant plus qu'une récente enquête de Solidarité 06 démontre que 1 300 personnes sans abri sont invisibles et sans solution à Nice.

Nous retenons de 2020 le dynamisme et l'engagement de nos équipes qui ont permis de garder ouvert un établissement de première ligne pour l'aide aux plus vulnérables.

Les nouvelles actions

Dans chacun de nos secteurs d'activité, même en retard sur le calendrier initial ou de manière dégradée, **des actions ciblant de nouveaux publics ou méthodes** ont vu le jour comme un encouragement à continuer **à agir quel que soit le contexte.**



CI-CONTRE ►
Les stagiaires en activité
à la ressourcerie
Actes Ressources

Insertion des réfugiés par l'emploi

Dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences, l'État a lancé en octobre 2018, un appel à projets destiné à l'intégration professionnelle des réfugiés. Le projet du service Migrants a été retenu et l'action a démarré le 1^{er} octobre 2020.

Pendant trois ans, ce dispositif cofinancé par la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) et la Ddcs (Direction départementale de la cohésion sociale) permettra d'accompagner trente réfugiés par an.

L'objectif est d'**accompagner par et vers l'emploi** : c'est la plateforme emploi de la Fondation qui évalue les compétences de la personne et l'oriente ensuite vers les différents services d'aide à l'insertion professionnelle de la Fondation (ressourcerie Actes ressources, Cap Entreprise, Flash Emploi...).

La ressourcerie permet une mise en activité génératrice de revenus, associée à des cours de français *in situ*, qui sont délivrés par un membre du centre social "La Passerelle" de Carros. Grâce à ces cours les bénéficiaires peuvent se familiariser avec le français sur leur lieu de travail (vocabulaire du quotidien et spécifique).

Dans cette action, il est primordial d'appréhender la situation des bénéficiaires de façon globale en mobilisant les actions existantes dans la Fondation qui ont été renforcées par des postes spécifiques, avec des compétences pluridisciplinaires : deux travailleurs sociaux au service Migrants, un encadrant technique à la ressourcerie, un conseiller en insertion professionnelle à mi-temps à la plateforme emploi. Des partenariats externes viennent compléter et enrichir cette offre d'accompagnement global visant à favoriser l'accès à l'emploi comme celle de la crèche "La Maison Bleue" avec laquelle nous avons conventionné un forfait d'heures de garde pour les enfants de moins de trois ans.

L'accompagnement est prévu pour six mois, renouvelable, l'objectif à la sortie étant l'obtention d'un emploi pérenne et d'un logement stable.

Bilan encourageant après six mois d'activité

- Dix-huit bénéficiaires de la protection internationale (soit quatorze familles) accompagnés : inscription à Pôle Emploi, orientation vers notre plateforme emploi, apprentissage du français
- Un recrutement au chantier d'insertion,
- Quatre stagiaires de l'Aava (adaptation à la vie active)
- Une sortie vers un centre provisoire d'hébergement



Direction
départementale
de la cohésion sociale



L'ambassadeur éco-énergie pour diminuer la précarité énergétique

Cette action expérimentale initiée par le Département a démarré en juillet 2020. Elle a pour but d'accompagner des ménages modestes dans l'amélioration de leur habitat afin de réduire leurs dépenses énergétiques, prévenir les situations d'impayés, éviter la privation d'énergie.

Ces ménages déposent une demande auprès du fonds solidarité logement (Fsl) au titre de l'aide aux fluides et les maisons de solidarité départementales orientent les dossiers vers notre équipe de trois ambassadeur-riche-s éco-énergies. Ce nouveau métier dans la Fondation consiste à se rendre au domicile pour réaliser des diagnostics sociotechniques prenant en compte l'état du logement, des équipements, des types d'énergie utilisés, des modes de consommation. Ils disposent pour cela d'outils spécialisés (débitmètre, wattmètre, CO2-mètre).

Un rapport de visite, établi sous deux semaines, est envoyé au travailleur social à l'origine de l'orientation. Il est restitué au ménage lors d'une seconde visite au cours de laquelle de petits équipements peuvent être installés (ampoules basse consommation, rideaux thermiques, mousseurs...).

En complément du bilan énergétique, l'ambassadeur éco-énergie donne des conseils personnalisés pour améliorer le confort et optimiser les dépenses d'énergie. À court terme, ce peut être d'améliorer l'aération, de réguler la

température dans les pièces, de mettre en place une tarification heures creuses/heures pleines. Des petits travaux de réparation (chasse d'eau qui fuit ou autre) peuvent être entrepris en associant le ménage. À moyen terme, il est possible d'entrer en médiation avec le propriétaire, d'orienter et accompagner le ménage vers des dispositifs d'aides de droit commun pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique du logement.

Cette action a déjà permis d'accompagner une cinquantaine de familles. L'objectif à terme est d'accompagner cinq cents ménages par an.

RÉDUISEZ VOS FACTURES D'ÉNERGIE EN CONSOMMANT MIEUX !



Vous avez des difficultés à régler vos factures d'énergie
Vous voulez maîtriser vos consommations
Vous souhaitez gagner en confort dans votre logement

ACTES RESSOURCES
RESSOURCEUR DE LA FONDATION DE NICE

Vous propose la visite gratuite d'un conseiller écoénergie à domicile

Dans le cadre de l'axe 5 de son programme de transition écologique, le Département des Alpes-Maritimes est engagé pour #InnovationFinal des actions de réduction des dépenses énergétiques.

DÉPARTEMENT 06 **GREEN Deal 06** **EDF**

Nos conseillers se déplacent dans tout le département des Alpes-Maritimes pour :

- Effectuer un diagnostic sociotechnique de votre logement. Analyse du bâti, des factures de fluides et du fonctionnement des équipements.
- Délivrer des conseils personnalisés sur les écogestes. Échange autour des économies possibles au sein de votre logement.
- Vous orienter sur la base d'un rapport détaillé vers les partenaires locaux pour aller plus loin dans vos démarches techniques, administratives et/ou financières.

Prenez rendez-vous auprès de votre assistante sociale !
www.departement06.fr

FONDATION DE NICE
Nécessaire à la Fondation de Nice
www.fondationdenice.org

Lutter contre les sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance dès 16 ans



Il s'agit de démontrer si une intervention précoce auprès des mineurs aux difficultés multiples (troubles du comportement et de l'attachement, psychiques, dysfonctionnement relationnel, errance...) peut éviter des sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance à la majorité et des ruptures préjudiciables à leur avenir.

La plateforme de services aux jeunes propose un accompagnement intensif et individualisé de six mois, renouvelable une fois, pluridisciplinaire (éducateur spécialisé, assistante sociale, conseillère en insertion professionnelle, psychologue...) afin de décrocher les approches, les combiner pour accentuer l'autonomie et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Fin 2020 qu'en est-il de ce pari ?

25 mineurs ont été orientés de tout le département et 19 ont été accompagnés.

Quatre sorties positives à ce jour :

- Un jeune entré dans l'action à 17 ans et 8 mois a intégré la plateforme de services aux jeunes pour continuer l'accompagnement et la sécurisation de son parcours
- Une, entrée à 17 ans et 11 mois, a réintégré des études et un travail sur le lien avec la famille a abouti à un hébergement à sa majorité
- Un dont l'apprentissage espaces verts a été relancé continue à être accueilli au centre éducatif et professionnel La Nartassière
- Une de 17 ans et 8 mois a repris des études de bac pro vente et un contrat jeune majeur avec La Nartassière a été accepté

Tisser une relation de confiance avec ces ados fut le premier défi. Il nous fallut accepter

que cela puisse, pour certains, prendre du temps avec parfois l'alternance de phases d'investissement et de désinvestissement. La durée d'accompagnement est trop courte d'autant que les jeunes sont orientés souvent quelques mois avant leur majorité. L'orientation nécessite d'être mieux anticipée.

L'aller vers est le vrai plus de l'action. Face à la problématique de l'errance, de l'évitement, de la non-projection avec l'idée en arrière-plan qu'il faut vivre le moment présent avec le moins de contraintes possible, c'est un plus que le travailleur social aille vers le jeune. Un seul interlocuteur simplifie et rend plus efficace également l'accompagnement sur la santé, l'insertion professionnelle en gardant le lien avec le service à l'origine de l'orientation.

Le partenariat avec la mission locale, les maisons des solidarités départementales et les services dans lesquels les jeunes sont confiés a permis de nouer des collaborations riches et utiles dans les parcours.



Pour 2021, une coopération est en cours avec Cap Entreprise en vue de rechercher pour cette tranche d'âge des contrats d'apprentissage et proposer des ateliers de préparation à des entretiens de recrutement.



CI-DESSUS ▲
Entretiens collectifs dans
les jardins de Nice-nord.

Service Entreprise +

Début 2020, les ambitions du Département et les nôtres étaient de démultiplier l'action de Cap Entreprise concernant le retour direct en emploi des allocataires du Rsa, en créant "Service Entreprise +" pour développer et étoffer le service proposé aux entreprises afin de :

- Mieux répondre aux besoins en formation en amont et en aval de la prise de poste
- Mieux coordonner les interventions multiples auprès des entreprises
- Mieux "rentabiliser" les offres non pourvues en nombre notamment avec la collaboration de Pôle Emploi

Dès mars 2020, elles furent revues à la baisse en raison de la crise sanitaire et de la récession économique qu'elle a engendrée. Néanmoins la nouvelle action de Cap Entreprise "Service Entreprise +" a été lancée au cours de l'été 2020 à plus petite échelle.

Trois "consultantes entreprises" ont été recrutées suivant un procédé de mise en situation professionnelle organisé par Transfer. Dans cette nouvelle organisation, Cap Entreprise poursuit ses missions actuelles : mise en relation de chercheurs d'emploi et d'entreprises, prise d'offres et leur gestion (entretien de recrutement) ainsi que le suivi en emploi.

"Service Entreprise +" intervient en amont et en aval du recrutement, propose des groupes de travail thématique, réalise des diagnostics ressources humaines, propose le cas échéant des solutions de formation en lien avec un poste de travail pour permettre le recrutement des personnes que nous accompagnons. Un axe fort est le développement de l'action de formation en situation de travail (Afest).

En 2020, les objectifs furent d'organiser un groupe de travail thématique par mois par consultante, évaluer les besoins des entreprises sur le territoire, élaborer des modalités de travail avec les équipes de Cap Entreprise. Les groupes se sont tenus, mais le second confinement nous a conduits à les organiser de manière individuelle à partir de novembre.

Les perspectives 2021 sont de relancer les groupes thématiques en présentiel, mettre en place les diagnostics ressources humaines.

Il s'agira aussi au cours de cette année décisive pour le renouvellement de Cap Entreprise de démontrer l'apport de "Service Entreprise +", en termes d'augmentation du nombre d'accès à l'emploi des personnes accompagnées grâce à de nouvelles et nombreuses opportunités.

L'action Coach – Co-construire un accompagnement complet pour les personnes hébergées vers l'emploi et le logement.

Pilotée par la Dihal (direction interministérielle pour l'hébergement et l'accès au logement), cette expérimentation sur six sites en France, dont le département des Alpes-Maritimes, porte l'ambition à l'échelle d'une agglomération de :

- Renforcer la dynamique emploi/logement au sein de trois structures d'hébergement grâce notamment à un accompagnement renforcé et individualisé de type "job coach" de leurs résidents basé sur une approche innovante *Individual Placement and Support* (Ips) ou soutien à l'emploi à partir d'une formation dispensée par Working First
- Décloisonner le réseau d'acteurs de l'emploi et du logement/hébergement accompagnant les publics sans domicile

La Fondation est chef de file dans les Alpes-Maritimes, après avoir été partie prenante d'une étude-action en 2018 à l'initiative de l'Agence nationale des solidarités actives sur le lien emploi/logement au sein des Chrs.

L'action Coach, durant deux ans, prévoit d'accompagner soixante-dix résidents en Chrs à partir de l'embauche d'un job coach, sensibiliser et former les équipes sociales à la méthode IPS – accompagnement individualisé à l'emploi –, appui à la coordination des Chrs partenaires : Villa Sainte-Camille, Ccas de Nice/Chrs du Mont-Gros, Chrs de la Fondation.

La mobilisation des acteurs, l'engagement d'une dynamique territoriale entre le job coach recruté fin 2020 et les équipes sociales ont été amorcées en 2020. Les Chrs partenaires ont vite adhéré à la proposition d'un accompagnement innovant et à des formations croisées sur la méthode IPS : absence de prérequis, de conditions d'accès pour parler d'emploi, partir du rêve, du désir d'emploi.

Le projet vise également la création d'une communauté de pratiques sur les six territoires d'expérimentation. Les enjeux de cette expérimentation seront de parvenir à concilier rêve et réalité pour ne pas mettre en échec les publics, parvenir à restaurer la confiance en leur potentiel tout en restant en prise avec le réel. Il faudra aussi approfondir un réseau auprès des entreprises pour accompagner les projets, accroître l'interaction entre les équipes sociales et le job coach, bien définir les modalités de coordination du projet avec les parties prenantes afin d'essaimer ces nouvelles pratiques.

Le lien et l'articulation entre les politiques de logement d'abord et d'emploi d'abord avec une approche simultanée, sont les objectifs de l'évaluation nationale – en vue d'un essaimage.

Fin 2020, sur 9 personnes orientées

- 1 personne a vu son souhait de formation acté
- 3 personnes ont rencontré au moins une entreprise
- 1 personne a obtenu un contrat de travail



CI-DESSUS
Zeineb-Zoé Boukesra
job coach (travailleur pair)

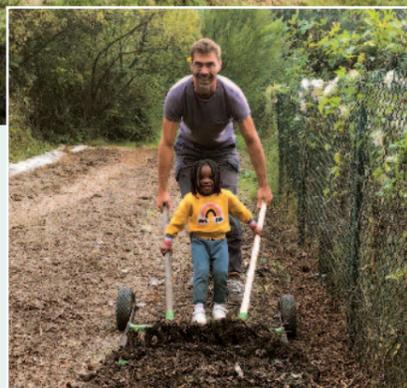
Les réussites

Les occasions de célébrer des succès ou fêter des réussites furent plus que rares en 2020.

Et pourtant ! Ce fut une opportunité d'accentuer la logique de "l'aller vers" d'explorer de nouveaux territoires de renforcer nos partenariats et d'accompagner de nouveaux publics.



CI-CONTRE
Solidarité alimentaire
au jardin Lou Pantai



Équipe mobile de prévention des expulsions locatives : le récit d'un succès

Un nouveau service, équipe mobile de prévention des expulsions locatives a vu le jour au sein de la Fondation en février 2020.

Cette action expérimentale vise à prendre en charge, sur demande de l'État, les personnes en situation d'expulsion afin de leur éviter la rue, des dettes supplémentaires, ou toute autre situation aggravante.

Ces ménages sont souvent dépassés par la situation et s'enferment dans le déni jusqu'au point de non-retour. Les divers courriers administratifs ne sont plus ouverts et la situation se dégrade d'autant plus.

Une petite équipe pluridisciplinaire de trois personnes, un travailleur social, un conseiller en insertion professionnelle et un travailleur pair se déplace au domicile. L'enjeu principal de ce dispositif tient en sa capacité à entrer en contact avec des publics souvent réfractaires à une intervention sociale. Pour les ménages concernés, l'objectif est de "reprendre pied" face à une situation difficile, complexe et anxiogène.

Afin de répondre à cette situation, l'équipe s'appuie sur le savoir expérimental du travailleur pair qui a, par exemple, fait le choix d'écrire les adresses à la main sur les premiers courriers de proposition d'accompagnement afin d'humaniser la reprise de contact.

De même, l'équipe s'inscrit dans l'aller vers, la multiréférence, en faisant de l'accompagnement social sur-mesure.

L'intervention est rapide, simultanée, réactive sur les questions d'accès aux droits, d'insertion professionnelle. Les entretiens au bureau font exception afin de tisser un lien de confiance en se rendant dans le lieu de vie de la personne et rompre avec les logiques de guichet.

Si un accompagnement se met en place, il aborde l'ensemble des thématiques en parallèle : logement, emploi, administratif et santé si besoin en recréant des liens avec les administrations, les bailleurs...

Les principes d'action sont désormais reconnus comme des moyens efficaces de lutter contre le non-recours de publics

en situation de marginalisation. Les personnes prennent conscience de la gravité de leur situation, alors qu'elles avaient abandonné tout espoir de s'en sortir, et donc de la nécessité d'agir.



En 2020

- 76 ménages frappés de décisions d'expulsion ont été accompagnés
- 32 relogements et maintien dans le logement avec plan d'apurement des dettes ont été réalisés avec des régularisations administratives, des reprises d'emploi, des négociations réussies avec des propriétaires.

C'est autant de retours à la rue et de grande marginalisation évités.

Ce bilan positif a conduit l'État à pérenniser cette expérimentation. C'est ainsi qu'en 2021 une équipe mobile de prévention des expulsions locatives sera créée à l'ouest du département et le dispositif sera généralisé à tout le territoire national.

Entre la No Finish Line® et la Fondation de Nice, c'est une véritable aventure humaine avec des valeurs communes et un véritable désir de changer et d'améliorer les conditions de vie des enfants en difficulté. Nous avons ensemble réalisé de beaux projets concrets qui ont un véritable impact sur les jeunes sous la responsabilité de la Fondation, leur permettant de mieux vivre leur quotidien.



C'est aussi une rencontre enrichissante avec des équipes très engagées qui donnent du sens à notre action. Nous sommes heureux de cette collaboration et nous continuerons à œuvrer ensemble je l'espère.

Hélène Verdier
Présidente de l'association
No Finish Line® Nice

Nous avons été heureux de cofinancer, avec la No Finish Line® de Nice, des projets pour la Fondation de Nice. Celui relatif à l'aménagement de la salle Zounzoun nous tenait particulièrement à cœur. En effet, ce dernier a permis à des jeunes filles de s'investir dans un projet commun ayant pour but la création d'un espace où elles peuvent s'épanouir physiquement et psychologiquement.



Ce partenariat a été tellement fructueux que tout naturellement nous avons décidé d'aider la Fondation de Nice pendant cette période sanitaire difficile en finançant l'achat de matériels destinés à privilégier les bonnes conditions scolaires sur place. Le soutien financier de projets locaux en faveur des enfants et des jeunes est extrêmement important pour nous, et la Fondation de Nice a une place très particulière dans nos cœurs.

Nous avons régulièrement des nouvelles des projets que nous avons financés pour la Fondation, ce qui nous permet d'établir un suivi de qualité et de nous assurer de l'efficacité des projets.

Cette relation privilégiée et cette confiance mutuelle ont créé un partenariat solide qui ne saurait cesser de se développer.

Ariane Favalaro
Présidente de l'association
Children & Future



En avant la "zounzoun" !

La Villa Marie-Ange est une maison d'enfants à caractère social (Mecs) qui accompagne quinze adolescentes dont huit vivent en internat et sept jeunes filles en appartement. Elles sont confiées à la Fondation au titre de la protection de l'enfance.

Le projet de salle multi-activités de la Villa Marie-Ange est né pour répondre à plusieurs questionnements : comment développer le pouvoir d'agir des jeunes à la Villa Marie-Ange ? Que leur manque-t-il pour vivre mieux leur quotidien de placement ? Les jeunes ont été rapidement force de propositions épaulées par deux éducateurs particulièrement sensibles à l'art et au spectacle.

Les jeunes filles ont pensé à un espace dédié pour elles ; avec un papier et un crayon un premier croquis a vu le jour ! C'était le début de l'aventure. Le lieu était trouvé ; un ancien hangar attenant au foyer, sans attrait ni réel intérêt pourrait être transformé en une salle polyvalente tout en conservant une petite partie pour le stockage du matériel technique. Dès lors l'implication a été effective et durable dans le temps notamment pour la recherche de financement avec la participation à plusieurs événements sportifs sur deux ans la No Finish Line® de Monaco et de Nice. Les jeunes filles réalisent une vidéo pour expliquer le projet et ce dernier est retenu !

Les travaux peuvent débuter. Les jeunes ont été consultées à toutes les étapes de la rénovation : couleur plancher, miroir, sono, éclairage intérieur, extérieur... Puis il a fallu trouver un nom à cette salle : les jeunes à l'unanimité votent pour la salle Zounzoun qui signifie musique, mais aussi bruit, vacarme en niçois. Les ados un peu chahuteurs se retrouvent avec ce nom facile à retenir : « Dans la Zounzoun, on va pouvoir envoyer du son ! » LP 17 ans.

Inauguration le 29 janvier 2020 grâce à l'association monégasque Children & Future et à l'association No Finish Line® Nice qui soutiennent depuis trois ans les infrastructures de nos internats pour améliorer le cadre de vie des enfants placés.

Les jeunes filles placées ont disposé d'un lieu de détente, de loisirs et ont mieux vécu l'isolement du confinement.

Nous espérons tous que l'édition 2021 de la No Finish Line® se tiendra à Monaco pour courir à nouveau en équipe sous les couleurs de la Fondation de Nice et rêver d'autres projets en commun !

71 923 € ont été attribués pour réaliser les travaux

- No Finish Line® Nice a financé le projet sur deux courses (2018/2019)
- L'association Children & Future en a assuré le co-financement
- Avec la participation de Cometh Somoclim pour la climatisation et de la Fondation de Nice pour l'aménagement intérieur de la salle

Ce projet est né d'une sollicitation des services de l'État durant la période de confinement afin d'expérimenter un dispositif qui puisse permettre un accès sans délai et sans étape intermédiaire, pour des personnes sans domicile, à un logement.

En effet l'État souhaite développer l'intermédiation locative (IML) qui permet de sécuriser et simplifier la relation entre le locataire et le bailleur grâce à l'intervention d'un tiers social comme la Fondation.



Direction départementale de la cohésion sociale

De la rue au logement

Il a donc été décidé de créer un attelage intermédiation locative à l'accompagnement hors les murs du Chrs pour un public à la rue, présentant des besoins d'accompagnement élevés et volontaires. Ce projet, dans la droite ligne du plan logement d'abord, s'est greffé à l'ouverture estivale de la Halte de nuit. Très rapidement, les cinq places envisagées se sont révélées insuffisantes, l'objectif est aujourd'hui de vingt-cinq places à horizon fin 2021.

Les principes d'action sont proches du dispositif Un Chez-soi d'abord : accès "direct" et maintien dans un logement, accès aux droits, à l'autonomie et l'intégration sociale, favoriser la dynamique de glissement de bail, accompagnement basé sur l'aller vers et encourageant l'auto-détermination.

Néanmoins, il n'est pas nécessaire de cumuler en plus de l'errance prolongée des troubles psychiques sévères attestés par un psychiatre. L'accompagnement est réalisé par deux travailleurs sociaux du Chrs qui effectuent également des diagnostics sociaux à la Halte de nuit.

Une commission d'admission avec le service intégré de l'accueil et de l'orientation (Siao) relaie les demandes d'autres partenaires tels que les équipes de maraudes et d'urgence sociale.

Les logements captés par la Fondation doivent tous permettre le glissement de bail, le loyer doit être inférieur ou égal à 500 € pour garantir un reste à vivre équilibré en fonction des droits sociaux activés. Le premier studio a été pris à bail le 7 juillet 2020 et ce sont aujourd'hui quinze logements qui sont loués. Huit personnes sont logées et quatre sont en phase d'admission. La Fondation équipe succinctement l'appartement avec du mobilier et de l'électroménager de première nécessité en favorisant l'économie circulaire.

Les premiers constats démontrent une grande flexibilité à partir du moment où le lien se crée dès la rue pour permettre une accroche au suivi social et à un accès à un logement.

Une évaluation à moyen terme sur le nombre de baux glissants finalisés, les parcours d'insertion sociale et professionnelle engagés seront nécessaires pour mesurer cette action complémentaire aux multiples dispositifs et modalités d'accompagnement s'inscrivant dans la politique du logement d'abord.





2020 a été la première année de démarrage du dispositif Un Chez-soi d'abord expérimenté en 2019 et fonctionnant dans le cadre d'un groupement de coopération social et médico-social associant aux côtés de la Fondation, Isatis et le centre hospitalier Sainte-Marie. Les objectifs sont de loger et accompagner dans le cadre d'une montée en charge progressive de deux ans, cent personnes cumulant errance, addictions et troubles psychiques sévères. Le confinement a stoppé dans son élan les actions de l'équipe pluridisciplinaire qui commençait à se constituer : coordinatrice, infirmier, éducateur spécialisé, assistante sociale, chargé-e de mission logement, médiateur de santé pair...

Un Chez-soi d'abord

Après ce démarrage chaotique, c'est à partir de juin que le dispositif a rattrapé son retard en prenant à bail 35 logements, intégrant 44 personnes dont 30 sont aujourd'hui logées. Deux à trois logements sont proposés à chaque locataire ce qui fait en moyenne une durée de dix semaines d'accès direct de la rue au logement sans condition, ni injonction de soin. L'équipe recherche toujours son médecin psychiatre, se forme en continu aux principes du rétablissement en santé mentale et organise ses interventions dans le cadre de la multi-référence, des visites à domicile. L'équipement des logements avec l'achat et le montage du mobilier par l'équipe en lien avec le locataire ont pris du temps en 2020 car ils sont déterminants pour installer une relation de confiance. Il y eut peu d'évènements indésirables et de dégradation de logements sur cette période.

La complémentarité des compétences des salarié-e-s qualifié-e-s mis à disposition du groupement par chaque membre, est une garantie de pluridisciplinarité et offre une grande richesse dans les pratiques et analyse croisée des situations complexes. Néanmoins, nous regrettons que les restrictions sanitaires aient freiné les activités collectives, les rencontres entre les locataires, les sorties vers les partenaires. Cette action qui s'inscrit dans le cadre de la politique du logement d'abord, est pilotée par la Dihal qui analyse au niveau national les données des trente sites existants et en devenir en termes de lutte durable contre le sans-abrisme.

Un Chez-soi d'abord n'est évidemment pas une solution unique, c'est un maillon d'une offre multiple qui prend appui sur les forces des personnes et facilite leur inclusion sociale et la déstigmatisation de la maladie mentale.

Allocataires Rsa reconnus travailleurs handicapés

Accompagnement des entreprises pour la mise en conformité réglementaire de leur obligation d'emploi de travailleurs en situation de handicap et d'allocataires du Rsa en situation de handicap pour favoriser leur embauche. Démarrage en 2021.



Objectif Emploi
Travailleurs Handicapés

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a engendré une récession économique qui a conduit à une forte augmentation du nombre d'allocataires du Rsa dans les Alpes-Maritimes en 2020. Les services du secteur Accès à l'emploi se sont adaptés aux contraintes. Même si le Département a acté le renouvellement de l'ensemble des actions que nous portons pour un an, il s'agira de démontrer en 2021 leurs utilités en termes de sorties du Rsa des publics accompagnés.

L'enjeu est bien d'obtenir le renouvellement de ses actions avec le futur Programme départemental d'insertion 2022-2024 et la prochaine programmation des fonds européens.



2020 : l'année charnière du renouvellement et de la diversification des actions du secteur Accès à l'emploi

L'actualité du secteur Accès à l'emploi fut très riche en 2020 car de nombreuses actions arrivaient en fin de conventionnement.

Nous avons répondu avec succès aux appels à projets lancés par le Département dans le cadre du Programme départemental d'insertion.

Cap Entreprise

Mise en relation directe sur offres d'emploi des allocataires du Rsa à partir de la méthode IOD – Intervention sur les offres et les demandes créée par l'association Transfer : renouvellement de l'action pour un an avec création du Service Entreprise +.

Flash Emploi

En tant que référent unique, accompagnement court des nouveaux entrants dans le Rsa visant leur retour à l'emploi, renouvellement de l'action pour un an avec des évolutions des modalités d'accompagnement au regard de l'augmentation du nombre d'allocataires du Rsa.



© BR



© BR

CI-DESSUS ▲
Entretiens collectifs dans les jardins de Nice-nord.
«...Cap Entreprise qui se démène au quotidien, afin de nous présenter les perles rares qui sauront s'occuper de vos proches.» Bel'Âge Services

Appui intensif emploi

Accompagnement court et intensif à l'emploi des allocataires du Rsa, renouvellement de l'action pour trois ans avec accroissement de la subvention, la mise en place d'une seconde équipe.

Séniors

Accompagnement des allocataires du Rsa de plus de 50 ans pour élaborer un projet de recherche d'emploi et construire une dynamique d'accès à l'emploi, renouvellement de l'action pour trois ans.

Poursuite de l'expérimentation Équipe mobile emploi

Un binôme mixte, chargé de mission de Cap Entreprise et conseiller en insertion professionnelle de Flash Emploi, effectue une permanence hebdomadaire dans des associations de bénévoles (distribution alimentaire...) afin de :

- Favoriser la reprise d'emploi direct ou d'un parcours d'insertion pour des publics à la rue
- Lutter contre le non-recours en partant du postulat que tout le monde peut travailler

Les résultats en 2020 – Trente personnes rencontrées : réalisation de CV, mise en relation directe sur offre d'emploi ou une action d'insertion, contacts employeurs, démarches numériques sur dossier Rsa, inscription sites institutionnels, regards croisés, transmissions d'informations aux bénévoles.
2021 – Demande de subvention à la Métropole Nice-Côte d'Azur sur les crédits issus de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté pour structurer et développer l'expérimentation au vu des premiers résultats encourageants.

Solidarité alimentaire... Cultiver son jardin au temps de la Covid-19

Le dispositif Lou Pantai a été mis en place afin de répondre aux situations d'isolement et d'oisiveté subies par les demandeurs d'asile accompagnés par le service Migrants.

Lou Pantai permet à la fois de développer des actions de partage de compétences et de répondre à la précarité alimentaire en s'appuyant sur deux outils principaux :

- Une épicerie sociale itinérante
- Un jardin solidaire

Lou Pantai

L'épicerie sociale itinérante a démarré lors du premier confinement, en mars 2020. Équipée d'un camion elle a distribué des colis alimentaires aux demandeurs d'asile des vallées de la Roya (Breil-sur-Roya, Tende) et du Paillon (Lucéram, L'Escarène) ainsi qu'à des publics isolés identifiés par les Ccas.

Concernant le jardin solidaire inauguré en novembre 2019 à Vence, l'action conjuguée des personnes accompagnées et des salariés de la Fondation a permis de réaliser de nombreuses transformations sur ce site :

- Rénovation de la serre
- Mise en production de 700 m² de jardin potager
- Plantations d'arbres fruitiers
- Système d'arrosage par goutte à goutte
- Création de toilettes sèches
- Création d'un composteur

Trois ruches seront installées avec une miellerie ainsi qu'un poulailler. Une grande table pouvant accueillir vingt personnes et une pergola avec une cuisine d'été permettent la tenue d'ateliers cuisine et de repas partagés.

Lou Pantai – 700 m² de jardin potager



Les périodes de confinement ont freiné la mise en œuvre de rassemblements. Pour autant et lorsque cela a été rendu possible, nous avons organisé des ateliers cuisines, permettant de valoriser les premières récoltes du jardin, mais également de découvrir les spécialités culinaires de certaines des familles que nous accompagnons. Les objectifs poursuivis sont multiples : alimentation, mixité sociale, activité physique, partage de compétences, interculturalité, éducation à l'environnement...

Enfin en 2020 grâce aux cuisines de la Maison de l'enfance et du forum Jorge François, nous avons pu fabriquer à partir des légumes du jardin 150 pots de persillade et de pistou et 30 litres de soupe de courge qui ont fait le régal des consom'acteurs des épiceries !

Lou Pantai – Installation des trois ruches



Lou Pantai – Récolte des fèves



Création de permanences de l'épicerie solidaire à l'ouest du département des Alpes-Maritimes

La crise sanitaire et économique a durement touché la zone littorale du département et notamment Cannes, qui vit essentiellement du tourisme et des métiers de bouche.

C'est ainsi que le service Flash Emploi a vu ses effectifs de nouveaux entrants dans le Rsa augmenter de 40%. Face au petit nombre de structures d'aides d'urgence alimentaires, la Fondation a décidé de créer une permanence de l'épicerie solidaire tous les quinze jours dans les bureaux de la plateforme emploi de Cannes.

Des moyens supplémentaires pour les épiceries solidaires et Lou Pantai

Face aux besoins en augmentation, de nouvelles ressources nous ont permis d'embaucher un travailleur pair afin de renforcer l'équipe en charge de la collecte des denrées et de la distribution.

Merci à nos partenaires : Ville de Nice, Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Direction départementale de la cohésion sociale, Fondation de France, Fondation Groupe EDF.



Direction départementale de la cohésion sociale



De plus, en association avec les épiceries solidaires à la croisée des besoins et de l'association Adam et sur proposition de la Métropole, gestionnaire du marché d'intérêt national (MIN d'Azur), l'épicerie solidaire Solid'Actes de la Fondation s'est associée à un projet de récupération des fruits et légumes invendus, jusque-là destinés au rebut. L'épicerie sociale itinérante Lou Pantai y participe activement.

Ce partenariat, démarré fin 2019 a fonctionné tout 2020 permettant d'enrichir les colis de distribution alimentaire de nos épiceries en légumes et fruits frais.

Chaque association intervient un jour dédié, à l'aube et récupère en les triant les fruits et légumes invendus.



Avec le forum Jorge François un projet de création de légumerie sous forme de chantier

d'insertion est à l'étude afin de préparer prêts à l'emploi les fruits et légumes récupérables pour les épiceries solidaires et mettre sous-vide des légumes prêts à cuisiner qui seront vendus aux restaurants.

Ces activités vont se renforcer et se diversifier en 2021 face à la crise sociale et en tant que supports pédagogiques et de lien social favorisant beaucoup de créativité.



Les perspectives 2021

En 2021 la Fondation va poursuivre sa réorganisation hiérarchique.

La définition en 2020 de domaines d'activités stratégiques, le développement des fonctions de responsable d'activités et de coordinateur·rice nécessitent de préciser

“le qui fait quoi” à tous les niveaux de l'organisation du travail.

Nous commencerons par

le process de recrutement et d'intégration.

L'avenir nécessite aussi de nous interroger sur

l'attractivité de nos métiers,
leur forte féminisation.

Nous réfléchissons à la manière de diversifier nos profils, de mieux valoriser nos métiers et le sens de nos actions.

Un accord sur la Qualité de Vie au Travail
et l'Égalité Professionnelle

est en cours de négociation et viendra enrichir cette approche.

Afin de renforcer sa notoriété et valoriser ses interventions,

la Fondation de Nice créera un poste
de responsable communication et levée de fonds.

Ses missions seront notamment d'optimiser les outils de communication et créer des événements susceptibles d'accroître des contributions privées pour soutenir des actions innovantes.

Une charte sur notre éthique
sera également définie

pour nous guider et nous responsabiliser davantage dans nos achats, nos partenariats, nos accompagnements et accroître notre volonté de
diminuer notre impact sur l'environnement.

L'illectronisme sera également un des domaines sur lesquels nous souhaitons agir.

Le but n'est pas de s'opposer à la modernisation des modalités d'accès aux droits par la dématérialisation des procédures mais de rappeler

qu'il ne peut y avoir de conditionnalité
numérique dans l'accès au service public,

sauf en excluant davantage les plus vulnérables.

Une recherche-action avec Université Côte d'Azur s'y consacrera.

La place de l'éthique dans nos pratiques

visant à favoriser l'inclusion des plus précaires tiendra une place importante au sein de la Fondation en 2021.

Les états financiers

Les prestations et ventes sont en hausse de 11% (325 K€), malgré la fermeture de la boutique de la ressourcerie pendant le confinement, en raison de l'activité en année pleine de notre entreprise d'insertion (100 K€ de Ca).

En 2020 les produits d'exploitation sont en augmentation (+8%) pour un montant de plus de 24 M€.

Les subventions représentent 38% des financements, pour un montant de 9,4 M€, elles sont en augmentation de 12%. Cette évolution s'explique par un accroissement de l'activité de Flash Emploi, et surtout par le démarrage ou l'activité en

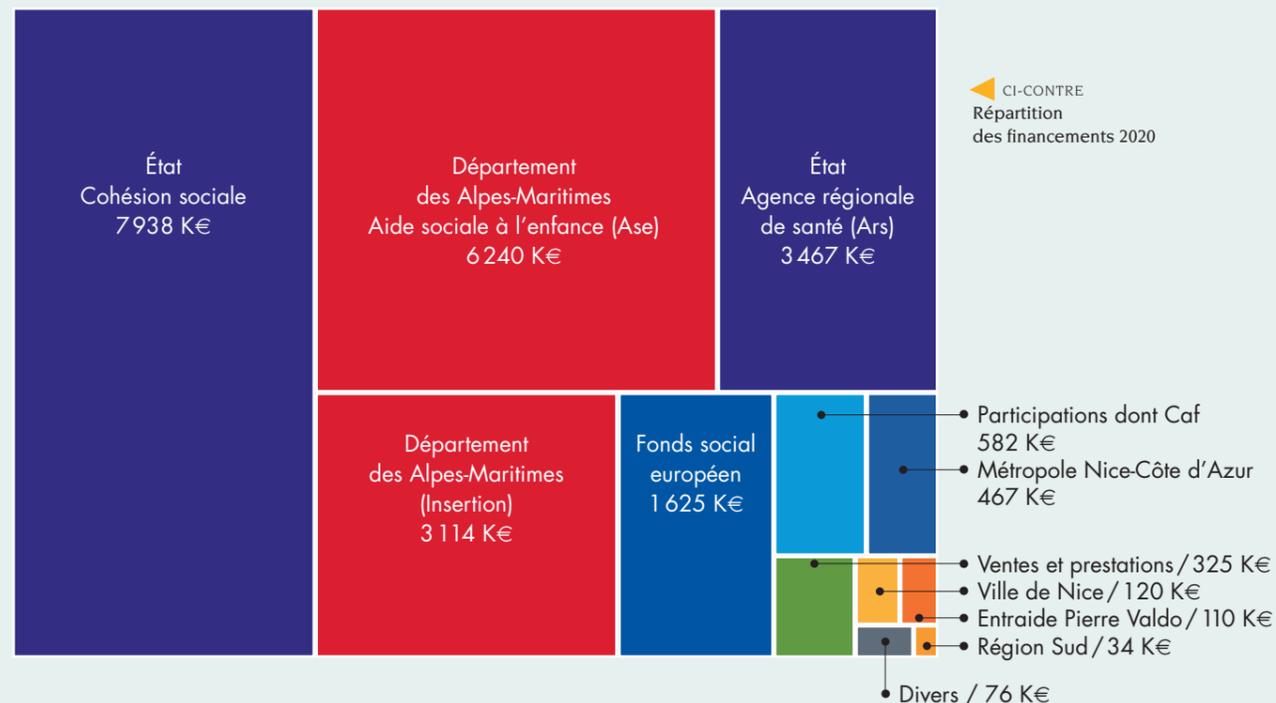
année pleine en 2020 de plusieurs actions : précarité énergétique, plan d'investissement dans les compétences (Pic) des bénéficiaires d'une protection internationale (Bpi), prévention des expulsions, intermédiation locative.

À noter les subventions accordées pour la première année à l'épicerie solidaire (Ville de Nice, Département et État).

Les produits de la tarification – dotation globale des établissements et services sociaux ou médico-sociaux (Essms) – s'élèvent à 13,8 M€ et représentent 56% des financements.

On constate une augmentation de 6% liée au fonctionnement en année pleine du service d'hébergement des mineurs non accompagnés (Mna/48 places financées par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes) et d'une extension des places du centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada/172 places financées par l'État/Ddcs); ainsi qu'à une extension de 5 places supplémentaires des appartements de coordination thérapeutique accordée en 2020 (Act/39 places financées par l'État/Ars).

Avec une activité partiellement réduite ou menée dans des conditions particulières – en mode dégradé – et des financements maintenus, voire augmentés par des crédits non reconductibles (Cnr), la crise sanitaire a eu pour effet de générer en 2020 des résultats qui ne reflètent pas un modèle économique normal de nos établissements.



Les activités de la Casab Commission d'aide et de soutien aux associations de bénévoles

Le contexte de crise, la diminution des aides publiques, l'évolution de la forme du bénévolat peuvent freiner ou décourager les initiatives, faire échouer des projets et même parfois menacer la pérennité des associations. Pourtant, les associations de terrain sont indispensables dans une société qui doit cultiver le regard sur l'autre pour continuer à respecter la devise qui nous est chère de *Liberté Égalité Fraternité*.

Notre Fondation entend, dans la mesure des moyens qu'elle y affecte – sur ses fonds propres – et de ceux qui lui seront donnés, favoriser l'aide et le soutien à des associations de bénévoles des Alpes-Maritimes œuvrant dans l'intérêt général, à mener un projet particulier ou à passer un cap difficile.

La Fondation de Nice met en œuvre les moyens adaptés pour traiter les demandes d'aide et le suivi après financement avec bienveillance mais aussi avec la rigueur nécessaire.

La Fondation de Nice croit en l'action associative et en sa production de bien commun. Dans notre département, comme dans d'autres, de nombreuses associations agissent dans de multiples domaines, de façon désintéressée et souvent avec beaucoup d'enthousiasme, pour aider les uns, accompagner les autres et apporter des réponses aux problèmes les plus divers.

Les associations soutenues, sur ses fonds propres, par la Fondation de Nice en 2020 sont :

- L'association **Aventure Nature Mer et Montagne**, a été créée en 2000 par Alain Mangiavacca. Cette association a pour objet l'épanouissement et l'éducation des jeunes au travers d'activités nature (mer et montagne). Avec le soutien de 1 397 € donnés en 2020, un camp de vacances à la montagne a été organisé en février pour des enfants issus de milieux modestes ne pouvant partir en vacances.
- **Graînes de fermiers** créée en 2013 – Cette association s'est donné pour mission d'éduquer les enfants et leur famille au respect de l'environnement au travers d'une ferme pédagogique (comprenant basse-cour, volière, bergerie et clapiers) basée sur la commune de Peille. Le soutien de 2 000 € apporté en 2020 par la Fondation de Nice, a participé au projet d'achat d'un nouveau terrain pour y installer des cultures de céréales pour les animaux mais aussi des prairies arborées pour les faire paître, un jardin potager et un atelier de fromage et bien d'autres beaux projets encore.

Le conseil d'administration

Les missions du conseil d'administration

Le conseil d'administration débat et décide des orientations de la Fondation. Il est garant du respect des valeurs et du développement cohérent de la Fondation.

Le conseil d'administration de la Fondation de Nice Patronage Saint-Pierre Actes est composé de membres de droit, de membres fondateurs et de membres cooptés. Il s'est également adjoint des conseillers techniques fortement impliqués dans la vie et le fonctionnement de la Fondation.

Il dispose du pouvoir hiérarchique qui correspond à sa responsabilité générale. Il adopte les budgets prévisionnels, approuve les comptes consolidés et les plans pluriannuels d'investissements. Des administratrices et administrateurs ou des conseillers techniques assurent une délégation auprès de chaque secteur et du siège, dans le but de faciliter l'écoute et la relation, de promouvoir et d'expliquer le projet de la Fondation.

Les membres de droit

- Représentant du ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales
- Représentant du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports
- Représentant du ministre de la Solidarité et de la Santé
- Représentant du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion

Les membres fondateurs

- **Marie-Dominique SAILLET**
Présidente
md.saillet@fondationdenice.org
Secrétariat de la présidence
Tél. 04 93 13 90 67
presidence@fondationdenice.org
- **Maître Louis-Xavier MICHEL**
Vice-président
lx.michel@fondationdenice.org

- **Catherine Birtwisle**, administratrice
Déléguée au secteur Enfance-Jeunesse-Familles
- **Jean Quentric**, administrateur
Délégué au secteur Accès à l'emploi

Les membres cooptés

- **Jean-Luc Antoniazzi**, secrétaire
Délégué au secteur Accompagnement social et médico-social
- **Roland Baldelli**, administrateur
Délégué au secteur Enfance-Jeunesse-Familles
- **Yves Courmes**, trésorier
Délégué aux affaires comptables et financières
- **Philippe Dutertre**, administrateur
Délégué aux affaires juridiques

Les membres honoraires

- **Alain Blondeau**

Les conseillers techniques

- **Brigitte Bracco**, déléguée au secteur Accompagnement social et médico-social
- **Bernard Delage**, délégué à la communication et au secteur Accès à l'emploi
- **Jean Ozenda**
Délégué au patrimoine et aux travaux

« Après 40 ans de management d'entreprises, il me semblait indispensable de donner un sens à ma retraite. La Fondation est pour moi l'exemple type du partage de valeurs humaines dans toutes les difficultés de la vie. Transmettre mon expérience, donner du temps pour essayer de favoriser l'accès à



l'emploi des plus vulnérables, mettre en lumière cette formule essentielle à la Fondation de Nice "toute personne a en elle les ressources pour travailler", c'est pour moi un nouveau challenge passionnant. »
Bernard Delage

Le siège social

Le siège social assure les fonctions ressources de la Fondation – direction générale, administratrice et financière, ressources humaines, immobilière. Il assiste les services de la Fondation dans leurs actes de gestion quotidiens et s'assure du respect des procédures en vigueur tout en assurant une veille réglementaire.

- **Caroline Poggi-Maudet**, directrice générale
c.poggi-maudet@fondationdenice.org
Tél. 04 97 08 82 30
- **Carole Famelart**, directrice de l'immobilier
c.famelart@fondationdenice.org
- **Jean-Luc Doglio**, directeur administratif et financier
jl.doglio@fondationdenice.org
- **Stéphanie Tavernier**, directrice des ressources humaines
s.tavernier@fondationdenice.org

SECTEUR 1 Accompagnement social et médico-social

Ce secteur s'adresse aux personnes en situation matérielle et sociale difficile ayant parfois des fragilités particulières dues à l'absence de logement, une demande d'asile, à des maladies invalidantes et/ou des conduites addictives.

- **Jean-David Escanes**, directeur
jd.escanes@fondationdenice.org
Tél. 04 97 08 79 71

Domaine d'activités hébergement/logement

- **Max Daniel**, responsable d'activités
m.daniel@fondationdenice.org
Tél. 04 93 80 88 10

Unité hébergement

- Hors les murs/De la rue au Logement/Spip
- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (Chrs)
 - **Jean-Louis Bee**, chef de service
jl.bee@fondationdenice.org
 - **Muriel Maseglia**, cheffe de service
m.maseglia@fondationdenice.org
Tél. 04 93 80 88 10
- Halte de nuit Bruno Dubouloz
 - **Walid Dridi**, coordinateur
w.dridi@fondationdenice.org
Tél. 04 93 89 17 99

Unité logement

- Accompagnement social lié au logement/Service Prévention des expulsions
 - **Amandine Fabre**, coordinatrice
a.fabre@fondationdenice.org
Tél. 06 09 47 50 51

Domaine d'activités migrants

- **Zeina Zarif-Braye**, responsable d'activités
z.zarif-braye@fondationdenice.org
Tél. 04 97 22 09 06

Unité asile

- Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (Huda)
- Centre d'accompagnement des demandeurs d'asile (Cada)
 - **Olivier Brunetto**, coordinateur asile
o.brunetto@fondationdenice.org

Unité insertion

- Plateforme des réfugiés
 - **Hristina Damyanova**, coordinatrice insertion
h.damyanova@fondationdenice.org

Domaine d'activités santé et addictions

- **Anne-Cécile Nérot**, responsable d'activités
ac.nerot@fondationdenice.org
Tél. 04 97 08 79 71
- Appartements de coordination thérapeutique (Act)
 - **Guliano Mazzafera**, coordinateur
g.mazzafera@fondationdenice.org
Tél. 04 93 84 51 53
- Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud)
- Retour à l'emploi progressif et insertion sociale avec les entreprises solidaires (Reprises)
 - **Muriel Château**, cheffe de service
m.chateau@fondationdenice.org
Tél. 04 93 16 00 49
- Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa)
 - **Patrick Favot**, chef de service
p.favot@fondationdenice.org
Tél. 04 93 53 17 00

SECTEUR 2 Accès à l'emploi

Ce secteur a pour mission de mener des actions en faveur de l'accès à l'emploi de personnes en difficulté, allocataires du Rsa, jeunes sans qualification, détenus en maison d'arrêt, depuis leur mobilisation, au parcours d'activité professionnelle adaptée jusqu'au placement en emploi durable, en passant par la construction de projet.

Domaine d'activités Accompagnement vers l'emploi

- **Elsa Limbert**, responsable d'activités
e.limbert@fondationdenice.org
Tél. 06 68 39 55 04
- Appui intensif emploi (Aie)
aie@fondationdenice.org
Tél. 04 93 39 84 31
- Redynamisation seniors
– **Valérie Tolle**, chargée de mission
v.tolle@fondationdenice.org
seniors.cannes@fondationdenice.org
Tél. 04 93 39 84 31
- Flash Emploi – Tél. 04 92 00 06 09
– **Annie Volant**, coordinatrice
Équipe de Nice
a.volant@fondationdenice.org
– **Lionel Barolle**, coordinateur
Équipe de Nice
l.barolle@fondationdenice.org
– **Alam Trabelsi**, coordinatrice
Équipe de Saint-Laurent-du-Var
a.trabelsi@fondationdenice.org
– **Laetitia Valls**, coordinatrice
Équipe de Cannes
l.valls@fondationdenice.org
– **Aïcha Alkema**, coordinatrice
Équipe de Cannes
a.alkema@fondationdenice.org
- Établissement et service de pré-orientation
- Auto-école sociale
– **Mélina Maalej**, cheffe de service
m.maalej@fondationdenice.org
Tél. 04 97 00 05 40

- **Damien Francheteau**, directeur
d.francheteau@fondationdenice.org
Tél. 04 92 29 20 20

Domaine d'activités Entreprise

- **Basile Amelete**, responsable d'activités
b.amelete@fondationdenice.org
Tél. 06 64 73 19 34
- Cap Entreprise/Service Entreprise +
– **Yasmina Sidhoum**, cheffe de service secteur
Nice/Menton
y.sidhoum@fondationdenice.org
– **Valérie Pigatti**, cheffe de service Antibes,
Cannes, Grasse
v.pigatti@fondationdenice.org
– **Clara Gonzales**, coordinatrice Antibes,
Cannes, Grasse
c.gonzales@fondationdenice.org

Domaine d'activités Mise en situation de travail

- **Nicolas Braye**, responsable d'activités
n.braye@fondationdenice.org
Tél. 04 93 26 59 26
- Actes Ressources
- Atelier d'adaptation à la vie active (Aava)
- Boutique chantier d'insertion
– **Matthieu Giorgioni**, coordinateur
m.giorgioni@fondationdenice.org
Tél. 04 93 26 59 26
- Entreprise d'insertion bâtiment
– **Emmanuel Rey**, encadrant technique
e.rey@fondationdenice.org
Tél. 04 93 26 59 26
- Éco-énergie
ecoenergie@fondationdenice.org
Tél. 04 93 26 59 26

SECTEUR 3 Enfance-Jeunesse-Familles

Ce secteur rassemble des maisons d'enfants à caractère social et des services en milieu ouvert dans le champ de la protection de l'enfance. Il apporte un soutien matériel, éducatif et psychologique aux enfants et adolescent-e-s accueilli-e-s en collaboration si possible avec leur famille.

- **Pierrette Cazalère-Jouan**, directrice
p.cazalere-jouan@fondationdenice.org
Tél. 04 97 00 04 93

• Caty Billi

Cheffe de service des services généraux
c.billi@fondationdenice.org
Tél. 04 97 00 04 93

Domaine d'activités enfance

- **Khalid Fetnan**, responsable d'activités
k.fetnan@fondationdenice.org
Tél. 06 50 26 69 76
- Hébergement enfance mixte
– La Maison de l'enfance de La Trinité
Gilles Trapani, chef de service
g.trapani@fondationdenice.org
Tél. 04 97 00 04 93
– Placement à domicile (Pad)
– Lieu ressources
Kamel Naghmouchi, chef de service
k.naghmouchi@fondationdenice.org
Tél. 04 97 00 04 93
- Milieu ouvert
– Action éducative à domicile (Aed)
Annick Vial, cheffe de service
a.vial@fondationdenice.org
Laure Portier, coordinatrice
l.portier@fondationdenice.org
Tél. 04 93 62 21 12
– Service Actes-Pélican
Tél. 04 92 04 12 07
– Service soutien et accompagnement
à la parentalité (Sap)
Tél. 04 93 04 18 68
Nadine Cormorant, coordinatrice
n.cormorant@fondationdenice.org

Domaine d'activités jeunesse

- **Guillaume Castejon**, responsable d'activités
g.castejon@fondationdenice.org
Tél. 04 92 07 12 13
- Hébergement adolescentes et adolescents
Jeunes majeures et jeunes majeurs
– La Guitare
Sahara Loiseau, coordinatrice
s.loiseau@fondationdenice.org
Tél. 04 92 07 12 13
– Villa Marie-Ange
Brigitte Bianco, cheffe de service
b.bianco@fondationdenice.org
Tél. 04 97 03 29 60
- Hébergement mineurs non accompagnés
– **Élisa Antico**, coordinatrice
e.antico@fondationdenice.org
Tél. 04 92 07 12 13
- Plateforme de service aux jeunes
– **Kamel Naghmouchi**, chef de service
k.naghmouchi@fondationdenice.org
Tél. 04 93 04 32 20

REMERCIEMENTS

au 30 avril 2021

Remerciements aux salarié·e·s de la Fondation de Nice pour leur engagement au quotidien dans les missions qui leur sont confiées

Abdallah Mohamad	Barthelemy-Malbos Brigitte	Boukesra Zeineb-Zoé	Château Murielle	Durif Marjorie
Abid Samir	Baudo Nicolas	Boumedién Nasser	Chenaouy Alexandre	El Bhar-Bethan Bernard
Abid Linda	Baudry Élodie	Bourgain Sandrine	Cherif Hanane	El Hamri Assia
Achichi Hariess	Bee Jean-Louis	Bouslilith Hanane	Ciucu Silvia-Doina	El Majdoub Safa
Adetchessi Ouro Sama	Belhamame Feth-Allah	Bouzazi Moufida	Collet Damien	El Moaddem Noureddine
Ahmataj Kreshnik	Belounis Khalid	Bozac Catherine	Connen Sylvie	Ellena Nicolas
Aicardi Patricia	Ben-Hadj-Khalifa Naceur	Braye Nicolas	Consigli Cecilia	Emptoz Marion
Ait-Ali Fairouz	Ben-Messaoud Sonia	Briand Xavier	Cormenier Emmanuelle	Escanes Jean-David
Akeb Mohamed	Ben-Mustapha Imen	Brillada Lisa	Cormorant Nadine	Escanes Adélaïde
Aliaga-Jacob Jody	Ben-Nasr Fahima	Brocart Dalila	Correze Céline	Esland Pierre-Yves
Alkema Aicha	Ben-Salah Iman	Bru Julie	Costa Dominique	Essayah Ines
Allègre-Leo Guillaume	Ben-Salem Karim	Brun Emmanuel	Costa Marine	Estrada Campuzano Yanis
Allier-Soutzo Emmanuelle	Benahmed Kawtar	Brunetto Olivier	Cottret Charlotte	Etienne Déborah
Alonso Nathalie	Benelgorch Sonia	Buffoli Stéphanie	Coutela Laetitia	Fabre Amandine
Alramadan Hamed	Benhima Leila	Buil Lydia	Crinquand Julie	Fall Ndeye
Amelète Basile	Benlebna Kheira-Samia	Bulin Christophe	Dahdouh Ghassan	Famelart Carole
Amettler Christel	Benlebna Nardine	Bureau Sandrine	Dakuyeva Luiza	Farvaque Marine
André Frédéric	Benouhab Morgane	Burgaud Virginie	Da-Din Ivan	Faucheux Marie
Andréoni Sandra	Bensaid Imane	Campos Carine	Dalle Nolwenn	Favot Patrick
Andry Céline	Berlin Elisabeth	Cappelle Bruno	Damyanova-Gaydar Hristina	Ferrari Christine
Antico Elisa	Berlitz-Ricetti James	Cappelletti Élodie	Dang Thi-Hong-Yen	Ferrato Sylviane
Antoinette Aude	Bernard Sylvie	Capricci Mylène	Dani Kalista	Fetnan Khalid
Arrighi Arlette	Berrached Zoubida	Carbeti Cécilie	Daniel Max	Filippi Laura
Asker Widad	Bexiga-Figueira Sabrina	Cardona Géraldine	Dargaud Isabelle	Fizi Elion
Astruc Nathalie	Bianco Brigitte	Carvallo-Gaya Maria-Fernanda	De Botton Philippe	Fontaine Isabelle
Autuori Marianne	Bigotti Geneviève	Castejon Guillaume	Debbache Amel	Fontalbat Marie
Aymard-Cruchet Séverine	Billi Caty	Castejon Maeva	Delgado Marlène	Fonteix Claudine
Azouz-Abdellatif Jihède	Blanchon Caroline	Cazalere-Jouan Pierrette	Demonget Delphine	Forest Sébastien
Baboulin Sandrine	Blary Gaëtan	Cecchetti Isabelle	Devos Nadège	Forichon Jean-Marc
Baldaccini Karine	Bonaventura Christelle	Champion Julien	Diallo Samira	Fouich Florence
Bapaume Yasmina	Bonnet Patrick	Champion Justine	Daglio Jean-Luc	Fouque Jean-Michel
Barberis Chloé	Bonniec Morgan	Changenot Sylvain	Doucerin Juliette	Fournieux Mathilda
Barbery Karine	Bottero Alexiane	Chareyron Christian	Dreidi Akila	Fourreau Maeva
Bardelli Jérôme	Boudon Audrey	Chariba Karim	Dridi Walid	Foury Florence
Barolle Lionel	Bouganim Katia	Charpentier Anaïs	Ducreux Cécile	Francheteau Damien
Baron Stéphanie	Bouhadjar Amina	Chatard Jérôme	Durando Martine	Fraoux Bechir

Galle Paul	Layouni Rachida	Meradji Sauveur	Portelli Christine	Tabayev Akhmed-Adnanovi
Gandaubert Annabelle	Leal-Abellaneda Elsa	Merouane Ali	Portier Laure	Taffarelli Nicolas
Genevey-Montaz Isabelle	Leandro Michel	Michaud Nicolas	Prestifilippo Stéphanie	Taieb Alexandra
Gerbaldi Caroline	Lebeau Marie	Michel Florian	Prifti Ola	Tancrez Jean-Claude
Gheorghiu-Dejonckh Bénédicte	Leblanc Nathalie	Miguel Isabelle	Quibech Nathalie	Tavernier Stéphanie
Giauffret Vincent	Lecat Christelle	Miralles Emmanuel	Ramirez-Barrientos Ines-Paulina	Tedeschi Véronique
Giordanengo Amélie	Lecathelinais Noémie	Miyama Ayumi	Ravel Véronique	Terrak Dominique
Giorgioni Matthieu	Ledieu Justine	Moigne Christèle	Reine Margaux	Terriaga Marie-Lucie
Giorni Nicolas	Lefebvre Frédéric	Montagnoli Isabelle	Renvoyer Virginia	Thez Nicolas
Glasman Élodie	Legros Nathalie	Monteiro Julien	Rey Sébastien	Thomas Patricia
Gobert Gäell	Lemaitre-Ferrari Jonathan	Morin Katia	Rey Emmanuel	Tolle Valérie
Gomes Kathy	Leone Viola	Nabil Leila	Reynaud Don-Louis	Toreau Georges
Gonthier Jean-Michel	Leroy Lilian	Naghmouchi Kamel	Richard Stephane	Trabelsi Alam
Gonzales Clara	Leverrier Maude	Nave Julia	Rigante Marianna	Trama Sylvie
Gouasmi Linda	Levinson Stephen	Nefzi Soraya	Roch Lyla	Tranchier Patricia
Goulet Alexandra	Limbert Elsa	Nenan Lenaig	Rocha-Martins Anna	Trapani Gilles
Greige Hélène	Liogier Cécile	Nerot Anne-Cécile	Roche Sandrine	Trapani Julia
Gueye Tabara	Livia Magali	Nicol Jean Claude	Ronchi Valérie	Trombetta Sacha
Guigo Elsa	Loiseau Sahara	Nicoud Alain	Roux Sabrina	Trudelle Christophe
Guillaume Thibaud	Londios Gregory	Nouira Aïmen	Rudelle-Prudhon Joséphine	Usik Viktoriya
Haddad Karim	Lopez Elisabeth	Nouisri Khemissi	Safi Mounir	Valatchy Marie
Hamidi-Abib Radia	Latfi Essadia	Ouhssaine Youssef	Sahli Yazid	Vallet Christelle
Hamila Salwa	Lotto-Allah Mohamed	Ounkowsky Anaïs	Salomon Caroline	Valloire Nadège
Haouamed Angélique	Lozach Eva	Ozenda Guillaume	Samokine Anne	Valls Laetitia
Hartog Isabelle	Lucini Ingrid	Pacard Esther	Sananes Fanny	Vandries Nathalie
Hassine Ali	Maalej Melina	Parry Vanessa	Sanchez Laura	Velati Didier
Heime-Coumes Marion	Magnier Julien	Partouche Jean-Philippe	Santi-Molteni Rose	Vial Annick
Herrault Camille	Mahamoudou Dayia	Paulin Alice	Schimicci Martine	Vial Christian
Houmadi Foudouyla	Malassenet François	Paumier Wilfrid	Schneider Franck	Viano Cécile
In Émilie	Mallie Julien	Peloso Corinne	Schubetzer Maéva	Viano Nicolas
Irimias Magalie	Maoulida Fayad	Perrin Laura	Seghier Perrine	Vidal Bernard
Jacques Aurélie	Marcal-Lopes Pedro	Personne Marion	Selingue Stéphanie	Videloup Alexandra
Jeanneau Valérie	Marchini Céline	Pessey-Ezingard Amélie	Sewgobind Audrey	Vielle Mélodie
Justes Nathalie	Marcoux Muriel	Peyrani Emmanuelle	Sfez Nathanael	Vigouroux Brigitte
Jutteau Emma	Mari Christine	Pigatti Valérie	Sharady Francine	Vinck-Keters Aude
Khan Willya	Mas Philippe	Pilato Elisabeth	Shili Hajer	Vitale Nathalie
Khedhiri Maroua	Masotti Serge	Pineau Béatrice	Sidhoum Yasmina	Volant Annie
Kingji Shkelzen	Masseglia Muriel	Pini Barbara	Sijoumi Mohamed	Vuillier Patricia
Klopman Karen	Matta Cyrille	Pini Marc	Sika Delphine	Wagner Céline
Kraja Indrit	Maudet Jean-Marc	Pioger-Cassibba Pascale	Sissoko Kande	Yahiaoui Sylvie
Labbozzeta Linda	Mazzafera Giuliano	Pipart Annabelle	Skuta Francoise	Yakoubi Célia
Labib Zied	Mazzoni Caroline	Pizarro Mélanie	Spinelli Flora	Zarif-Braye Zeina
Lahmar Hosni	Mehdid Kenza	Poggi Clara	Spitzner Melissa	Zirano Vera-Jane
Lalam Najiba	Meilleurat Fanny	Poggi-Maudet Caroline	Suc Sabine	
Lamarine Morgane	Melan Claire	Polidori Marina	Sufan Samar	
Larnaudie Lucie	Melias Valérie	Portelli Laurent	Suzan Chloé	

Remerciements à nos partenaires

- Conseil départemental des Alpes-Maritimes • Direction départementale de la Cohésion sociale des Alpes-Maritimes • Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur • Agence régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur • Afnor (Association française de normalisation) • Alter-Egax • Apis Mellifera • Association régionale des ressourceries Paca • Caisse d'allocations familiales des Alpes-Maritimes • Caisse primaire d'assurance maladie • Capstan avocats • Centre communal d'action sociale • Communauté d'agglomération (Ca) du pays de Grasse • Ca Sophia-Antipolis • Communes de Tende, Breil-sur-Roya, Saint-Dalmas-de-Tende, Carros, Contes, Drap, Gattières, Grasse, Vence, Sospel, Lucéram, L'Escarène • Crédit Mutuel • Délégation aux droits des femmes et à l'égalité • Directe Paca (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur) • Fagerh (Fédération des associations, groupements et établissements pour la réadaptation des personnes en situation de handicap) • Fas (Fédération des acteurs de la solidarité) • Fondation Caisse d'Épargne • Fondation JM. Bruneau • Fondation Norauto • Fondation Orange • Fondation Somfy • Institut Approche et transformation constructive des conflits • Mairie de Nice • Maître Denis Deur, avocat • Métropole Nice Côte d'Azur • Nexem (principal représentant des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire) • Noeva • Peradotto • Plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie) des pays de Lérins • Plie Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis • Plie du pays de Grasse • Plie Métropole Nice Côte d'Azur • Pôle emploi • Préfecture des Alpes-Maritimes • Réseau national des ressourceries • Services sociaux départementaux • Udaf (Union départementale des associations familiales) • Unifaf • Uriopss (Union inter-régionale inter-fédérale des organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) • Urof (Union régionale des organismes de formation)

Santé et handicap

- Agefiph (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) • Aides • Alcool assistance • Association Acacia • Association Éveil ton art • Carrefour santé • Centre de cure ambulatoire en alcoologie • Centre hospitalier Princesse Grace, Monaco • Centre hospitalier universitaire de Nice • Centre Maupassant • Centre médico-psychologique • Clinique de la Costière • Collectif de lutte contre le Vih des Alpes-Maritimes • Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement • Équipe de liaison soins addictologie • Équipe mobile psychiatrie précarité • Esper Pro

- Fédération addiction • Fédération Santé Habitat • Handy Job • Hôpital privé gériatrique Les Sources • Isatis • Le Passage • Maison départementale des personnes handicapées des Alpes-Maritimes • Médecins du Monde • Musée du sport • Polyclinique Ipoca Cannes • Prévention santé addictions • Réseau addiction 06 • Les Lauriers Roses/Soins de suite et réadaptation • Ugecam (Union pour la gestion des établissements des caisses d'assurance maladie) • Villes de Nice, Antibes, Cannes et Grasse • Working First

Emploi, insertion par le logement et lutte contre les exclusions

- 115 Alpes-Maritimes, Var et Bouches-du-Rhône • Accueil de jour d'Antibes et de Grasse • Accueil femmes solidarité • Actif Azur • Activité pour tous • Adepape 06 • Adsea • Agence d'intérim Actual • Agence d'intérim Suez Rebond • Agence départementale d'information sur le logement • Agence du don en nature (Adn) • Agences d'intérim: Crit Interim, Triangle, Domino, Actual interim, Manpower, Interima, Senior TH, Ranstad, Temporis Cannes, Samsic, Proman, Adecco • Agis 06 (Association de gestion immobilière et sociale des Alpes-Maritimes) • Aide humanitaire sapeurs-pompiers Grasse/Menton • Api Provence • Apoge • Aquila RH • Arapej (Association réflexion action prison et justice) • Armée du salut • Assim (Association subrogation soutien incapables majeurs) • Association Abi 06 • Association Accueil travail emploi (Ate) • Association Adam • Association Alc • Association Espace • Association Forma • Association La Semeuse • Association lesbiennes, gays, bi et trans en France (Lgbt) • Association logement des Alpes-Maritimes • Association Mir • Association Montjoye • Association Paje • Association Pari Mix'Cité • Centre social la Passerelle • Association pour le développement social • Association Reflets • Association Roya citoyenne • Association tutélaire des inadaptés des Alpes-Maritimes (Atiam) • Banque de France • Caisse des Dépôts • Centre Afpa de Nice • Centre d'hébergement et de réinsertion sociale pôle Maurice de Alberti • Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (Cidff) • Centre de recherche juridique et judiciaire • Centres de formation : Cifs, Erp, Ifps, Afrtal, Forma Plus, Convergence (sécurité), Afpa, Greta, Ecf, Camas, Cfa Carros, Gpec, Wedge (immobilier), Cnam • Chambre des métiers et de l'artisanat • Cimade • Club franco-africain • Club égalité • Comité de vigilance des Alpes-Maritimes (Coviam) • Commission de surendettement • Coordination régionale de la lutte contre l'infection

- due au Vih (Corevih) • Crèches • Crèches La Maison Bleue • Csapa de Cannes, d'Antibes, Grasse • Cultures du cœur • Curieux de Nature • Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diar) • Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) • Direction générale des étrangers en France (Dgef) • Drivekidz (mobilité scolaire) • Emmaüs Roya • Enedis • Entraide Pierre-Valdo • Entraide protestante • Entreprise Malongo • Équipe mobile psychiatrie précarité • Équipe nationale d'intervention en prévention et santé (Enips) • Espace Magnan • Espace Soleil • Face 06 • Formons un Monde Solidaire (Fms) • Fondation Lecordier • Fondation Venus management • Forum Jorge François • Forum réfugiés Cosi • Galice / Service intégré d'accueil et d'orientation (Siao) • Gip Fipan (Groupement d'intérêt public pour la formation et l'insertion professionnelles de l'académie de Nice) • Habitat et citoyenneté • Habitat et humanisme • Inserpro de l'association Alc • Insertion par l'activité économique (Iae): T'Plus, Chantier Plus 06, Avie, Emploi et service 06, Job's en douceurs, Abi06, Cellule d'animation des clauses d'insertion de la Métropole Nice-Côte d'Azur, Soli-Cités, Les Apprentis d'Auteuil, Résines Estérel Azur, C'Mieu, DéFI, Joint-Ventures sociales (Jvs), Brigade verte, SIVoM Val de Banquière • Institut d'enseignement supérieur du travail social (Iests) • Institut de formation en soins infirmier (Ifsi) du Chu et de la Croix-Rouge • Institut universitaire technologique de Menton (Iut) • Interima • Inter secours Nice • Isa intérim • ITCC • L'Escale • Laboratoire Urmis • Le Tremplin • Les Anges de la Baie de Nice • Les auberges de jeunesse • Les missions locales du département des Alpes-Maritimes • Les Restos du cœur • Les services de police • Lits halte soins santé (Lhss) • Maison d'arrêt de Nice • Maison de l'emploi des Pays de Lérins • Maison des parents • Maisons des solidarités départementales • Médecins du monde • Mobilis • Msa 3A • Mutualité française • Œuvre de La Fourmi • Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) • Osiris • Petites sœurs des pauvres • Protection judiciaire de la jeunesse • Protection maternelle et infantile • RecyclLivres • Repair Café • Réseau des ressourceries • Réseau Migrant.e.s 06 • Saint-Vincent-de-Paul • Samu social (Croix-Rouge et Mutualité) • Secours catholique • Secours populaire français • Commission Dalo • Services pénitentiaires d'insertion et de probation (Spip) • Sita rebond • Soliha • Sos voyageurs • Théâtre de la Cité • Théâtre de Nice • Un Chez-soi d'abord • Un toit pour toi • Union des industries et métiers de la métallurgie de la Côte d'Azur • Union pour l'entreprise des Alpes-Maritimes (Upe 06) • Villa Sainte-Camille (groupe Sos) • Véolia Carros

Enfance-Jeunesse-Familles

- Direction de l'aide sociale à l'enfance (Ase) • Agence départementale d'information sur le logement (Adil) • AnimaNice •

- Antenne départementale de recueil d'évaluation et de traitement des informations préoccupantes (Adret) • Association Children & Future et No finish Line® de Nice • Avocats • Bénévoles • Brigade de la prévention de la délinquance juvénile • Brigade des mineurs • Bubble Art • Cejam • Cellule d'accompagnement des mineurs non accompagnés • Centre communal d'action sociale (Ccas) • Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (Cidff) • Centre de formation d'apprentis (Cfa) d'Antibes • Centre de formation des apprentis (Cfa) de Carros • Centre de lutte anti tuberculeuse (Clat) • Centres de loisirs • Centres de vacances • Centres médico-psychologiques Costanzo, Ariane, La Trinité • Chambre de commerce et d'industrie (Cci) • Clubs sportifs de La Trinité et de Contes • Collèges Antoine-Risso, Henri-Fabre, Maurice-Jaubert, La Bourgade, Port-Lympia, Paul-Valéry, Jean-Giono, L'Archet, Alphonse-Daudet, Roger Carlès de Contes, Frédéric Mistral • Comité de vigilance des Alpes-Maritimes (Coviam) • Comité départemental d'éducation pour la santé des Alpes-Maritimes (Codes 06) • Comité local pour le logement autonome des jeunes (Claj) • Cours privé Berlioz • Cours privé de réadaptation pédagogique et scolaire Bousquet et Georgesand • Écoles Victor Asso, Les Chênes verts, Lepeltier, Las Planas, Denis-Delahaye, Les Oliviers, Terra-Amata • Éducation nationale • Faculté des métiers • Fondation Lenval • Fondation Niarchos • Foyers de jeunes travailleurs Les Nations, Soleil Montjoye • Foyer de l'enfance des Alpes-Maritimes Villa La Parenthèse • Gendarmerie de La Trinité • Gendarmerie nationale • Harjès • Hôpitaux l'Archet, Pasteur • Institut de formation automobile (Ifa) • Instituts médico-éducatifs La Luerna, Vosgelade, Henri-Wallon • Juges d'instruction • Juges des enfants • Juges des tutelles • L'Abri Côtier • La Fondation Legros • Les Enfants de Frankie • Lignes d'Azur • Lycées Parc-Impérial, Paul-Augier, Masséna • Mairie de La Trinité • Maison de justice et du droit (Mjd) • Maison départementale des personnes handicapées (Mdph) • Maison des adolescents • Maison des solidarités départementales (Msd) • Maisons d'arrêt de Nice et Grasse • Médecins de protection maternelle et infantile (Pmi) • Médiathèque de Tende • Mission locale • Piscines municipales • Plan local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi (Plie) • Plateforme d'intervention départementale pour l'accès aux soins et à la santé (Pfidass) • Pompiers • Responsables territoriaux protection de l'enfance (Rtpe) • Service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip) • Services du Conseil départemental • Société de transport niçois (St2n) • Stades et plateaux sportifs de la Ville de Nice • Traducteurs en langues étrangères • Tremplin, service de domiciliation • Tribunaux de grande instance (Tgi) de Nice et Grasse, tribunal pour enfants • Udaf 06 • Un toit pour toi • Unis-cité

Glossaire

Aava Atelier d'adaptation à la vie active	Cse Comité social et économique	Mecs Maison d'enfants à caractère social
Acî Ateliers et chantiers d'insertion	Coach Co-construire un accompagnement complet pour les personnes hébergées vers l'emploi et le logement	Met Maison de l'enfance de La Trinité
Act Appartements de coordination thérapeutique	Cfa Centre de formation d'apprentis	Mna Mineurs non accompagnés
Ada Allocation pour demandeur d'asile	Chrs Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	Mildeca Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
Adap Agenda d'accessibilité programmé	Cnda Cour nationale du droit d'asile	Msd Maison des solidarités départementale
Adrap Association de recherche et d'action psychosociologique	Codho Comité des observations des droits de l'Homme	Ofii Office français de l'immigration et de l'intégration
Aed Action éducative à domicile	Cpo Centre de pré-orientation	Ofpra Office français de protection des réfugiés et des apatrides
Afnor Association française de normalisation	Cpom Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens	Pad Placement à domicile
Aie Appui intensif emploi	Csapa Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie	Pdi Programme départemental de l'insertion
Anact Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail	Cui Contrat unique d'insertion	Plie Plan local pour l'insertion et l'emploi
Anah Agence nationale de l'habitat	Ddcs Direction départementale de la cohésion sociale	Pmr Personnes à mobilité réduite
Ars Agence régionale de santé	Dsn Déclaration sociale nominative	Ppi Plan pluriannuel d'investissement
Ase Aide sociale à l'enfance	Eadp Entretien annuel de développement professionnel	Ppf Plan pluriannuel de financement
Asll Accompagnement social lié au logement	Emr Entretien de mise en relation	Qvt-Ep Qualité de vie au travail Égalité professionnelle
Fnavdl Fond national d'accompagnement vers et dans le logement	Fle Français langue étrangère	Reprises Retour à l'emploi progressif et d'insertion sociale avec des entreprises solidaires
Caarud Centre d'accueil et d'accompagnement pour la réduction des risques auprès des usagers de drogues	Fnars Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale	Rsa Revenu de solidarité active
Cada Centre d'accueil des demandeurs d'asile	Fse Fonds social européen	Sap Soutien et accompagnement à la parentalité
Caf Caisse d'allocations familiales	Gcsms Groupement de coopération sociale et médico-sociale	Ucsd Un Chez-soi d'abord
Cddi Contrat à durée déterminée d'insertion	Gpec Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences	Uriopss Union inter-régionale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux
Cdi Contrat à durée indéterminée	Hu Hébergement d'urgence	Vih Virus de l'immunodéficience humaine
Cdiae Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique	Huda Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile	
	Iod Intervention sur l'offre et la demande	

© Fondation de Nice • Mai 2021

Graphic design / visuellesfr@gmail.com

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement par Les Arts Graphiques, Nice



REFUSER LA FATALITÉ DE L'EXCLUSION



FONDATION DE NICE

Patronage Saint-Pierre Actes

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE



PRÉSIDENTENCE

60, rue Gioffredo • 06000 Nice

Tél. 04 93 13 90 67 • presidence@fondationdenice.org



SIÈGE SOCIAL

Casa-Vecchia • 8, avenue Urbain-Bosio • 06300 Nice

Tél. 04 97 08 82 30 • siege@fondationdenice.org

www.fondationdenice.org



LA FONDATION DE NICE PATRONAGE SAINT-PIERRE ACTES A REÇU EN 2020 LE SOUTIEN FINANCIER
DES INSTITUTIONS ET PARTENAIRES SUIVANTS



VILLE DE NICE

